

La voix de l'opposition de gauche

Le 30 décembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf](#)

J'avais oublié de télécharger la causerie de novembre dans le serveur.

En somme, la page d'accueil du portail pourrait faire office de programme politique.

Se réclamer du socialisme ou du communisme implique qu'on a adopté consciemment une méthode pour interpréter l'évolution de l'homme, de la société, du monde, de la nature, le matérialisme dialectique et historique, ce qui signifie nullement qu'on le maîtriserait ; qu'on a intégré un ensemble de valeurs, de principes, etc. qu'on applique en toute circonstance, encore faut-il avoir acquis une vision parfaitement claire des différents acteurs qui interviennent dans la société ; qu'on s'est doté d'un idéal humaniste qui s'identifie avec l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les représentations idéologiques auxquelles elle avait donné le jour, abolition pour laquelle nous oeuvrons quotidiennement, à condition de discerner leur rôle pour ne pas y être soi-même subordonné.

A tout prendre, cet engagement n'est pas plus contraignant que les conditions d'existence qu'on nous impose de subir, qui plus est, il permet d'avoir un avant-goût de la liberté qui nous est si chère et qu'on ne peut savourer qu'en la partageant ou en aidant le plus grand nombre à y accéder ou d'en faire l'expérience. Si vous vous demandiez quel intérêt individuel on en tirerait, vous avez là la réponse, comme quoi il n'y a rien d'inavouable dans nos intentions ou notre démarche, que par ailleurs nous assumons totalement.

Dès notre naissance, leur société nous impose une multitude de rapports dans lesquels nous devons nous fondre et reproduire, qui forment notre mode pensée et notre comportement, comme s'ils existaient de toute éternité ou qu'il serait impossible d'en changer. Et si elle a bien prévu que nous devrions en être un des acteurs ou y remplir une fonction sociale, en revanche elle a omis de nous demander laquelle ou notre avis, elle dispose de notre destin en ne nous accordant pas le droit d'en changer, c'est la raison pour laquelle elle a exclu qu'on puisse la contrôler ou déterminer son orientation, l'engagement politique en comblant cette lacune est à la fois légitime et une nécessité. Il devrait être aussi naturel que la fonction sociale que nous remplissons, ce qu'ont parfaitement intégré ou conscience nos ennemis.

Ce n'est pas seulement le travail qui est aliéné en régime capitaliste, mais tous les rapports qui en découlent, de sorte que l'engagement politique est étranger au travailleur ou ne lui vient pas spontanément à l'esprit, ce qui revient à abdiquer ses droits ou à admettre qu'il est normal que ses besoins ou aspirations ne soient pas satisfaits, pour finalement se laisser gouverner dans une relative nonchalance ou insouciance dont profitent ceux qui ont juré sa perte ou lui pourrissent la vie.

Faites tomber les masques. Qui est plus royaliste que le roi ?

En parlant de Hollande, qui a exprimé un regret à haute voix ou s'est laissé à un aveu en disant : "Il ridiculise la fonction présidentielle".

Réponse : Alexis Corbière, député La France insoumise de Seine-Saint-Denis, invité politique de franceinfo, vendredi 29 décembre. francetvinfo.fr 29.12

Si vous aviez un doute sur leurs réelles intentions à s'attaquer à la Ve République, vous n'en aurez plus dorénavant, merci monsieur Corbière.

Ils osent tout. Au temps des Facebook-présidents ou Premier ministre.

Comment une cellule secrète de Facebook manipule les opinions publiques par Shelley Kasli - Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Extrait.

Un article récent de Bloomberg a révélé comment une cellule secrète de Facebook a permis la création d'une armée de Trolls [1] à la faveur de nombreux gouvernements de par le monde, y compris en Inde, sous forme de propagande numérique visant à manipuler les élections [2].

Sous les projecteurs, suite au rôle qu'a joué son entreprise Facebook comme plate-forme de propagande politique, son co-fondateur, Mark Zuckerberg, a riposté, déclarant que sa mission transcendait les clivages partisans. (En Marche, quoi ! - LVOG) (...)

Le problème est exacerbé lorsque Facebook se pose comme pilier de la démocratie de façon anti-démocratique. Freedom House, une pseudo-ONG basée aux États-Unis, militant pour la démocratie dans le monde [4], rapporte en novembre dernier qu'un nombre grandissant d'États « manipulent les réseaux sociaux afin de saper les fondements de la démocratie » [5]. Cela se traduit par des campagnes de diffamation, de harcèlement ou de propagande, discrètement soutenues par le gouvernement, visant à imposer sa version des faits, réduire la dissidence au silence et renforcer le pouvoir. (...)

Voici succinctement comment tout cela fonctionne. De nombreux sites et portails web de légitimité et financement divers reçoivent des publicités flottantes. Des contenus bien spécifiques sont créés pour différentes catégories de personne basés sur leur région, leur idéologie, leur âge, leur religion... qui sont mélangés à une vaste quantité de contenu érotique noyant le véritable objectif. Ce contenu fallacieux est ensuite injecté dans le réseau social et des groupes spécifiques sont ciblés par le biais d'outils analytiques développé par des entreprises de pointe. À mesure que cette fausse information se répand, elle acquiert petit à petit sa dynamique propre et finit par être reprise par une personnalité quelconque — célébrité, politicien et même parfois un journaliste. Ce qui advient ensuite est pure folie.

Que ce soit par choix ou par ignorance, les médias dominants commencent à diffuser ce tissu de mensonges, consacrant l'intégralité de leurs revues de presse à l'analyse de ces fausses informations : qui a dit quoi et pourquoi et bla bla bla... au lieu de chercher à vérifier l'authenticité de ces dernières. Du fait du caractère sensationnel de ces canulars et aussi parce qu'ils sont relayés par des personnalités influentes, cette vision faussée du monde va se répandre dans le monde réel, pour témoins les victimes de lynchage. Sans contrôle, ce phénomène de désinformation pourrait contaminer toute l'opinion publique. Nous arriverons à un moment où il sera quasiment impossible de distinguer le vrai du faux, le fait de la fiction, avec la société tout entière se radicalisant en différentes factions opposées sur la base de mensonges.

[1] En argot Internet, un Troll désigne ce qui vise à générer des polémiques. Il peut s'agir d'un message (par exemple sur un forum), d'un débat conflictuel dans son ensemble ou de la personne qui en est à l'origine.

[2] “How Facebook’s Political Unit Enables the Dark Art of Digital Propaganda”, Lauren Etter, Vernon Silver & Sarah Frier, Bloomberg, December 21, 2017.

[3] “India’s Fake News Industry & Mob Lynchings”, Great Game India News, July 6, 2017.

[4] « Freedom House : quand la liberté n’est qu’un slogan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2004.

[5] “Freedom on the Net 2017. Manipulating Social Media to Undermine Democracy”, Freedom House, November 14, 2017.

Un article à télécharger, à lire, à diffuser, à conserver précieusement. Enfin, tout le monde doit maintenant avoir compris pourquoi ils ont mis Internet à la portée de tous et ils ont créé les réseaux numériques dits sociaux ou antidémocratiques.

La plupart des gens ont la faiblesse de croire que lorsque les capitalistes ou les gouvernements adoptent une mesure qui en apparence leur serait favorable, ils oeuvreraient à leur bien-être ou ils seraient animés de bonnes intentions à leur égard, fatale illusion ou erreur.

Ils n'ont pas à l'esprit que la lutte de classe que les capitalistes ou les gouvernements mènent contre eux est permanente, parce que leurs intérêts sont irrémédiablement inconciliables ou opposés, parce qu'ils correspondent à la place que chacun occupe au sein des rapports sociaux de production, d'un côté ceux qui détiennent le pouvoir, les dominants, les exploités, les rentiers, les oppresseurs, de l'autre ceux qui n'en ont aucun, les dominés, les exploités, les esclaves, les opprimés, et il en est ainsi 24h/24, 365j/365, chaque minute, chaque seconde qui passe pendant notre sommeil ou lorsque nous sommes éveillé, c'est ainsi que la société est faite et qu'elle fonctionne qu'on l'admette ou non.

Si les hommes sont capables de ressentir ou d'exprimer des émotions, ce n'est pas le cas du capitalisme et de ses représentants qui les exploiteront pour nous tromper et parvenir à leur fin. Ceux qui attribuent des vertus au capitalisme au delà du rôle historique qu'il a joué dans le passé et qui est épuisé depuis longtemps font preuve d'ignorance, voilà tout.

Facebook et Cie. sont des représentations idéologiques qu'ils utilisent pour que les peuples adhèrent à leur idéologie afin de conserver leur pouvoir, elles n'ont pas d'autres fonctions. Elles s'adressent à l'immense masse des ignorants ou des travailleurs qui n'ont pas acquis une conscience de classe, et qui pour cette raison sont vulnérables et peuvent être facilement manipulés dès lors qu'on les flatte ou on exploite leurs faiblesses.

Ceux qui ont cru un jour que les réseaux numériques étaient une avancée démocratique feraient bien de s'interroger sur leurs propres illusions, et de revoir la méthode qu'ils utilisent pour interpréter la situation ou le monde dans lequel ils vivent. Un conseil d'ami ou de camarade.

Ci-dessous, je reproduis une partie de cet article qui concernait l'Inde où je n'ai pas incluse dans les extraits précédents pour ne pas nous distraire de l'essentiel.

Des armées de Trolls en Inde

Le marché indien est sans doute le plus porteur aujourd'hui pour Facebook, surpassant celui des États-Unis. Le nombre d'utilisateurs y croît deux fois plus vite ; sans tenir compte des 200 millions d'Indiens qui utilisent le service de messagerie WhatsApp, soit plus que partout ailleurs dans le monde.

À l'époque des élections indiennes de 2014, Facebook avaient déjà travaillé pendant plusieurs mois sur diverses campagnes. Modi a grandement profité du soutien de Facebook et de WhatsApp pour recruter des volontaires qui, à leur tour, ont répandu le message sur les réseaux sociaux. Depuis son élection, son nombre d'abonnés a augmenté de 43 millions ; deux fois plus que celui de Trump.

Dans les semaines qui ont suivi l'élection de Modi, Zuckerberg et sa directrice d'exploitation Sheryl Sandberg se sont tous deux déplacés en Inde dans le but de développer un projet controversé concernant un service internet gratuit qui, provoquant de vives protestations, a finalement dû être abandonné. Katie Harbath et son équipe sont aussi venus en Inde animer des sessions de formation auxquelles ont participé plus de 6 000 hauts-fonctionnaires.

À mesure que Modi voyait son influence grandir dans les réseaux sociaux, ses abonnés se sont lancés, sur Facebook et WhatsApp, dans une campagne de harcèlement de ses rivaux politiques. L'Inde est devenu un foyer de désinformation, avec notamment la propagation d'un canular qui a conduit à des émeutes causant la mort de plusieurs personnes. Le pays est aussi devenu un endroit extrêmement dangereux pour les partis d'opposition et les journalistes. Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Il se peut que ces 43 millions d'Indiens n'existent pas ou qu'ils se soient uniquement connectés sur un des comptes de Modi, et qu'il les présente comme des "abonnés" ou des partisans, à la manière de LRM et LFI en France, pour lesquels il avait suffi que des centaines de milliers de personnes visitent leurs portails pour les transformer en autant d'adhérents ou de sympathisants qui par la suite se sont volatilisés !

En revanche, si cela s'avérait exact, il faudrait en déduire que les réseaux numériques sont devenus les instruments de propagande les plus sophistiqués et puissants destinés à piétiner l'expression de la démocratie. Ils sont en mesure d'influencer une campagne électorale dont les règles étaient déjà pipées, c'est en somme une nouvelle règle qui s'ajoute à celles déjà existantes, apparemment encore plus efficace ou redoutable pour fausser les résultats d'une élection.

Pour un peu ils répondent à la question de savoir si on doit y participer ou les boycotter et nous rendent service, à condition d'en tenir compte, ce qui n'est pas donné d'avance, puisque on est en droit de penser que nos dirigeants qui liront cet article n'en tireront aucune leçon, ils doivent encore considérer ce genre d'information comme une émanation de la théorie du complot. On verra bien.

Par ordonnance. Voilà jusqu'où ils poussent le cynisme, le sadisme, car ils y prennent manifestement du plaisir.

- Les fausses surprises de la réforme du code du travail - Libération

C'est parti ! Et à grands coups d'étonnements plutôt étonnants. Peugeot, Pimkie, le Figaro ou encore les Inrocks... les entreprises profiteraient d'un «effet d'aubaine» lié à la nouvelle législation du travail pour se séparer d'une partie de leurs salariés. En envisageant des «ruptures conventionnelles collectives», nouveau dispositif prévu par les ordonnances Pénicaud, ces entreprises procéderaient à des «licenciements déguisés», pouvant conduire, préviennent certains, à des «vagues de licenciements».

La réalité est plus prosaïque. Les entreprises ne «profitent» pas de la loi. Elles appliquent la loi. Et les quelques annonces de recours à ce nouveau dispositif ne devraient être qu'un début. Il suffit pour s'en convaincre de se rapporter à sa petite sœur, la rupture conventionnelle individuelle, dite «rupture à l'amiable», dont le succès ne cesse de se confirmer, depuis sa création, en 2008... par les partenaires sociaux eux-mêmes. Leur nombre, désormais, atteint quasiment le demi-million par

an. Et pour cause : elle protège l'employeur d'un recours en justice tout en laissant au salarié le bénéfice de l'assurance chômage. De fait, la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions. Pourquoi donc en serait-il différemment avec les ruptures conventionnelles collectives (RCC) ? Certes, le plan de départ volontaire (PDV) permettait déjà, dans le cadre d'un plan social, d'apaiser l'éventuelle conflictualité d'une procédure de réduction d'effectifs. Sauf que la RCC va encore plus loin, en permettant à l'employeur de se passer d'une justification économique, de réembaucher sans délai les profils qui lui seynt, tout en allégeant ses obligations d'accompagnement et de reclassement. Pourquoi donc se priver ? Le recours à la RCC devra cependant faire l'objet d'un accord majoritaire, rappelle à juste titre le gouvernement. Comme toujours dans pareils cas, les compensations pour le salarié dépendront donc du rapport de force dans l'entreprise entre les organisations syndicales et l'employeur.

Mais aussi surprenant que cela puisse paraître, la loi est faite pour être utilisée. Et à ceux qui considéraient la réforme du code du travail comme un obscur débat juridique entre spécialistes pourraient vite être rattrapés par la réalité. Quid demain de l'éventuelle application, dans certaines branches, de la dérégulation des CDD, du contrat de projet ou d'opération, de la suppression, dans certaines entreprises, du 13e mois, des primes ou autres compléments de rémunération ? Quid de l'allègement de la procédure de licenciement, du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif ? Les «surprises» ne font sans doute que commencer. Libération 29 décembre 2017

Le journaliste de Libération jubile !

Voilà ou conduit la collaboration de classe, le dialogue social, le corporatisme : "la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions.". Et à la fin de cette procédure, comme si elle avait mis en présence de bons et vieux amis, les deux parties arborent un grand sourire et se serrent la main en se souhaitant bonne chance et bonne continuation.

Ils osent tout. Vive l'oligarchie, vive l'impérialisme américain !

Bien que cela ne transpire pas de chaque proposition, en lisant attentivement l'article suivant on est bien obligé de constater que le Réseau Voltaire ne cache pas son enthousiasme pour Trump, même s'il doit admettre et regretter que sa politique s'inscrive dans le prolongement de ses prédécesseurs. Quand un acteur ou une organisation soi-disant indépendante ou démocratique est pro capitaliste, elle est bien obligée de soutenir l'un ou l'autre de ses représentants sans vraiment se soucier du sort des peuples qui subiront les conséquences de sa politique, son engagement politique ou sa bonne conscience ne va pas jusque là.

- La Stratégie militaire de Donald Trump par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En rupture avec celles de ses prédécesseurs, la Stratégie de Sécurité nationale du président Donald Trump abandonne la gestion du monde et trace la voie du redressement économique et social des États-Unis. Ce projet, parfaitement cohérent, représente un changement brutal que son cabinet devra imposer à l'ensemble de son administration. Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En réalité Trump prend acte que les États-Unis doivent composer avec ses concurrents, et qu'ils ne sont pas la seule puissance ou plutôt que d'autres puissances influencent l'orientation du capitalisme mondial tout en ayant adopté des modèles de société différents de ceux des États-Unis. Mais il n'abandonne rien, bien au contraire.

Qu'entend-il par "l'ensemble de son administration", l'ensemble des acteurs qui jouent un rôle important dans la politique américaine, précisons, indépendant de Trump et du gouvernement, en fait depuis longtemps le Pentagone, la CIA, la Fed (qui inclut Wall Street et les plus puissants banquiers), le CFR déterminent la politique économique, politique, militaire des Etats-Unis, et quand ils ne dictent pas leur politique au président, ils s'arrangent pour neutraliser, parasiter ou saboter la sienne, de sorte qu'il finit toujours par leur manger dans la main.

Cet article très dense est remarquable car il mêle confusion et lucidité, et on reconnaîtra au premier coup d'oeil que cette confusion a consisté à tordre la réalité pour uniquement justifier la survie du capitalisme, qui demeure l'horizon indépassable de son auteur à défaut d'admettre la nécessité historique de l'abolir pour passer au socialisme. Plus on avance dans la lecture de cet article, et plus on en vient à se demander s'il croit vraiment ce qu'il a écrit ou s'il ne serait pas de mauvaise foi, tant Trump ne fait que poursuivre la politique d'Obama.

Quand les Américains saisissent l'occasion de l'élection d'un nouveau président pour tenter de sortir du borbier syrien et irakien ou modifier leur tactique au Moyen-Orient, Meyssan appelle cela un changement de politique ou une rupture, alors que leur orientation demeure fondamentalement la même.

De la même manière, le délabrement économique et social aux Etats-Unis a atteint un tel niveau qu'il constitue dorénavant une menace pour la stabilité du régime, il est donc normal qu'à un moment donné ceux qui gouvernent décident de procéder à un replâtrage pour qu'il ne s'effondre pas.

Les deux exemples que nous venons de voir confirment qu'il n'y avait rien de tel qu'un gouvernement composé d'oligarques et de militaires pour mener à bien ce tournant tactique, sans changer quoi que ce soit à l'orientation stratégique fixée par les sommets de l'oligarchie et que l'auteur ignore ou dont il ne rend pas compte. D'autres profitent de ces modifications purement tactiques pour expliquer que les Etats-Unis auraient perdu leur hégémonie sur le monde sans tenir compte que ce sont leurs entreprises transnationales ou multinationales qui ont pris le relais. L'analyse de ce facteur par Meyssan est également erronée.

RV - Durant les mandats de George Bush Jr. et de Barack Obama, les documents décrivant la Stratégie de Sécurité nationale portaient du principe que les États-Unis étaient l'unique super-puissance au monde. Ils pouvaient mener « la guerre sans fin » de l'amiral Arthur Cebrowski, c'est-à-dire détruire systématiquement toute organisation politique dans les zones déjà instables de la planète, à commencer par le « Moyen-Orient élargi ». Les présidents indiquaient leurs projets pour chaque région du monde. Les Commandements combattants unifiés n'avaient qu'à appliquer ces instructions.

LVOG - En réalité, c'était exactement l'inverse. Pour être plus précis, les prédécesseurs de Trump interprétaient les besoins exprimés par les différents cercles de pouvoir, qui de leur côté agissaient à leur guise sans que leurs activités ne correspondent forcément avec les intentions qu'ils avaient affichées, donc en tant qu'organisations indépendantes sans avoir à tenir du discours du président en place qui était mis devant le fait accompli, ce qu'on a pu observer le 11 septembre 2001 par exemple. Quant à leur indépendance, on a pu le vérifier en Syrie quand des djihadistes armés par la CIA mitraillèrent des djihadistes armés par le Pentagone.

RV - La Stratégie de Sécurité nationale de Donald Trump rompt presque complètement avec cette littérature. Elle conserve certains éléments mythologiques des mandats précédents, mais tente avant tout de repositionner les États-Unis comme la République qu'ils étaient en 1791 (c'est-à-dire au moment du compromis de la Bill of Rights) et non plus comme l'Empire qu'ils sont devenus le 11 septembre 2001.

LVOG - Ici l'auteur admet à demi-mot ou "presque" que Trump va poursuivre la politique belliqueuse et impérialiste de Bush et Obama qui date pour ainsi dire de la fondation des Etats-Unis et non de 2001. Et la stratégie américaine n'a jamais été guidée par des considérations " mythologiques", qui au mieux ne sont que des représentations idéologiques incarnant les besoins de la première puissance capitaliste mondiale.

RV - Le rôle de la Maison-Blanche, de sa diplomatie et de ses forces armées n'est plus d'ordonner le monde, mais de protéger « les intérêts du peuple états-unien ».

LVOG - Trump en protecteur et bienfaiteur du peuple américain, bravo, il fallait oser le soutenir !

RV - Dès son introduction, Donald Trump marque sa différence avec ses prédécesseurs en dénonçant les politiques de « changement de régime » et de « révolution démocratique mondiale » adoptées par Ronald Reagan et conduites au sein des administrations successives par de hauts-fonctionnaires trotskistes. Il réaffirme la realpolitik classique, celle d'Henry Kissinger par exemple, fondée sur des « nations souveraines ».

LVOG - Ces politiques de « changement de régime » ont leurs limites ou ne résolvent finalement rien, et elles ne peuvent pas être appliquées partout, ni indéfiniment, elles sont inopérantes dans les pays qui en auraient le plus besoin du point de vue américain, aussi depuis quatre décennies ils ont développé des instruments qui permettent d'aboutir au même résultat, en douceur, l'oligarchie est parvenue à prendre directement le pouvoir dans la plupart des puissances occidentales, Macron en est la meilleure illustration. L'oligarchie est parvenue à s'emparer de tous les pouvoirs, dans le pire des cas elle les contrôle sans qu'aucun obstacle se dresse sur son chemin. Elle concentre dorénavant une telle puissance, qu'elle est en mesure d'influencer la politique de n'importe quel gouvernement, et dans le cas contraire ou de résistance elle recourt à la méthode de la canonniers ou du coup d'Etat.

Quant à l'amalgame entre républicains et trotskistes qui est une fixation chez Meyssan, il est aussi pertinent que traiter Soral de communiste, alors qu'il est d'extrême droite ! Peut-être qu'il s'en sert pour faire oublier ses propres errements ou justifier les tribunes qu'il avait accordées à Marine Le Pen, que je n'avais pas publiées évidemment. Quand un dirigeant politique change de camp et l'assume, la moindre des choses c'est d'en tenir compte. On peut voir aussi dans ce besoin compulsif d'associer d'ex-trotskyistes à cette pourriture de républicains américains, une reconnaissance cette fois mal assumée que le trotskysme constituait la seule véritable opposition organisée face au capitalisme dans lequel se reconnaît Meyssan, une fois le trotskysme traîné dans la boue, qu'est-ce qui reste pour affronter le capitalisme, rien, personne, le capitalisme a le champ libre, ouf il est sauvé !

RV - Le lecteur gardera cependant à l'esprit que certaines agences intergouvernementales des « Cinq yeux » (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni), comme la National Endowment for Democracy, restent dirigées par des trotskistes.

LVOG - C'est à se demander si cette obsession ne lui sert pas de gage de fidélité envers ses employeurs. Chacun admettra que pour diriger cette façade de la CIA, il faut avoir adopté l'idéologie capitaliste et avoir fait ses preuves, donc avoir rompu tout lien avec le mouvement ouvrier qui n'existe pas pour Meyssan, ce qui est normal puisqu'il nie que le prolétariat serait destiné à jouer un rôle historique qui revient forcément aux puissants et à l'élite qui les sert et dont il fait partie ou devant lesquels il se prosterne. Il en devient ridicule, grotesque.

RV - Donald Trump distingue trois types de difficultés auxquelles son pays doit faire face :

- D'abord la rivalité de la Russie et la Chine ;

- Puis, l'opposition des « États-voyous » (Corée du Nord et Iran) dans leurs régions respectives ;
- Enfin, la mise en cause du droit international à laquelle se livrent à la fois les mouvements jihadistes et les organisations criminelles transnationales.

LVOG - Il semblerait que ce soit plutôt certaines institutions américaines comme la CIA, la NSA, le Pentagone, etc. qui remettent en cause le "droit international" si cher à Meyssan, la preuve en est, que dès qu'elles cessent de soutenir "les mouvements jihadistes", ils cessent pratiquement d'exister, c'est ainsi que le nombre de barbares opérant en Syrie serait passé de 80 à 100.000 à 1.000 ou 3.000 selon les sources.

Là encore il déforme la réalité, car le "droit international" a été institué pour contrôler la politique des différents Etats, à l'exception notoire des Etats-Unis et Israël qui le violent sans cesse.

RV - Bien qu'il considère lui aussi les États-Unis comme l'incarnation du Bien, contrairement à ses prédécesseurs, il ne diabolise pas ses rivaux, adversaires et ennemis, mais tente de les comprendre.

Il reprend alors son slogan « America First ! » pour en faire sa base philosophique. Historiquement, cette formule reste associée au soutien au nazisme, mais ce n'était pas son sens originel. Il s'agissait initialement de rompre avec la politique atlantiste de Roosevelt : l'alliance avec l'Empire britannique pour gouverner ensemble le monde.

LVOG - Trump, "l'incarnation du Bien", philosophe ! A-t-il dénoncé le coup d'Etat de Maïdan à Kiev en Ukraine fomenté par l'OTAN et réalisé par des milices néonazis ?

RV - Le lecteur se souvient que le premier cabinet de l'administration Obama accordait une place démesurée aux membres de la Société des pèlerins (aucun rapport avec la Société du Mont-Pèlerin), c'est-à-dire à un club très privé, présidé par la reine Elizabeth II. C'est ce groupe qui a piloté l'après-crise financière de 2008.

Pour mener cette politique de retour aux principes républicains de 1791 et d'indépendance face aux intérêts financiers britanniques, Donald Trump pose quatre piliers :

- La protection du peuple états-unien, de sa patrie et de son mode de vie ;
- La prospérité des États-Unis ;
- La puissance de ses armées ;
- Le développement de son influence.

Il n'imagine donc pas sa stratégie contre ses rivaux, ses adversaires et ses ennemis, mais en fonction de son idéal républicain et indépendantiste.

LVOG - C'est un saint homme, un progressiste, un vrai démocrate ! En fait Trump n'a qu'un ennemi et il était utile de le rappeler : le prolétariat mondial et en premier lieu le prolétariat américain.

RV - Pour éviter les méprises, il précise que s'il estime que les États-Unis sont un exemple pour le monde, il n'est ni possible, ni souhaitable d'imposer leur mode de vie aux autres ; d'autant que celui-ci ne saurait être considéré comme « l'aboutissement inévitable du progrès ». Il ne conçoit pas les relations internationales comme le règne des États-Unis sur le monde, mais comme la recherche d'une « coopération réciproque » avec ses partenaires.

Les quatre piliers de la doctrine America First de Sécurité nationale

LVOG - Là Meyssan nous prend pour des andouilles. Si vous observez le mode de vie d'un Indien et d'un Américain, vous vous apercevrez qu'ils sont semblables par leurs contenus et différents dans leurs formes, et j'irai même jusqu'à dire que l'Indien a une longueur d'avance sur l'Américain en terme d'esclavage.

RV - La protection du peuple états-unien suppose avant tout le rétablissement des frontières (terrestre, aériennes, maritimes, spatiales et cyber-spatiales) progressivement détruites par les globalistes.

LVOG - Parce qu'il va mettre au pas "les globalistes", les GAFA, les multinationales américaines, la NSA qui surveille le monde entier ?

RV - Les frontières sont censées permettre aussi bien de lutter contre les armes de destruction massive des groupes terroristes et criminels, que de contenir les pandémies et l'entrée de drogues ou de lutter contre l'immigration illégale. À propos des frontières cyber-spatiales, Donald Trump note la nécessité de sécuriser l'Internet en priorisant successivement la Sécurité nationale, l'Énergie, les Banques, la Santé, les Communications et les Transports. Mais tout cela reste assez théorique.

LVOG - Il faut entendre par "la nécessité de sécuriser l'Internet", l'instauration de la censure sous prétexte de fake news, le renforcement de la surveillance de ses utilisateurs pour mieux contrôler et conditionner la population, la sécurité des banques, etc. n'étant qu'un faux prétexte pour justifier des mesures liberticides à venir, et ce n'est pas "théorique" puisqu'on en a déjà eu un avant-goût quand des articles de certains portails ou blogs ont disparu des moteurs de recherche, voire l'expérience de WSWS par exemple.

RV - Alors que depuis Richard Nixon, la lutte contre les drogues était sélective, visant non pas à tarir les flux, mais à les orienter vers certaines minorités ethniques, Donald Trump répond à un besoin nouveau. Conscient de l'effondrement de l'espérance de vie des seuls hommes blancs sous Barack Obama, du désespoir qui s'en est suivi et de l'épidémie d'opioïdes qu'il a provoquée, il considère la lutte contre les cartels comme une question de survie nationale.

LVOG - On aurait préféré qu'il s'inquiète de "l'espérance de vie" des Afro-américains qui était inférieure à celle des "hommes blancs". Qui peut croire un instant que Trump aurait l'intention d'affronter les puissants cartels de la chimie et de l'industrie pharmaceutique ? Pourquoi pas du pétrole et de l'agro-alimentaire pendant qu'on y est, puisqu'ils sont responsables de l'état de santé déplorable des Américains.

RV - Abordant la lutte contre le terrorisme, il n'est pas clair si, après la destruction du Califat, il évoque soit des « loups solitaires » qui poursuivent le combat après la défaite finale, comme ce fut le cas avec des groupes Waffen SS après la chute du Reich, soit le maintien du dispositif britannique du jihadisme. Si cette seconde hypothèse est la bonne, il s'agirait d'un net recul par rapport à ses déclarations d'intention durant sa campagne électorale et les premiers mois de son mandat. Il conviendrait alors d'éclaircir comment ont évolué les relations entre Washington et Londres, ainsi que les conséquences de ce changement sur la gestion de l'Otan.

LVOG - Merci, on avait compris qu'avec Trump rien n'était clair ou plutôt que tout était très clair.

RV - Quoiqu'il en soit, on relèvera un étrange passage du texte selon lequel : « Les États-Unis travailleront avec leurs alliés et partenaires pour dissuader et perturber d'autres groupes qui menacent la patrie — incluant des groupes sponsorisés par l'Iran comme le Hezbollah libanais ».

LVOG - En effet, c'est "étrange" qu'on puisse imaginer que Trump pourraient rompre avec l'économie de guerre dont à tant besoin la machine capitaliste.

RV - Pour toutes les actions anti-terroristes, Donald Trump envisage des alliances ponctuelles avec d'autres puissances, y compris la Russie et la Chine.

LVOG - La plus-value prodigieuse dégagée par le complexe militaro-industriel et le marché exponentiel de la sécurité partout dans le monde s'additionne et participe à la concentration des richesses entre les mains de quelques centaines d'oligarques, donc toutes les puissances ou tous les Etats engagés dans des guerres ou la guerre au terrorisme sur leur territoire sont les bienvenus.

RV - Enfin concernant la résilience des États-Unis, il valide le programme de « Continuité du gouvernement », alors même que celui-ci fut le bénéficiaire du coup d'État du 11-Septembre. Cependant, il pose que des citoyens engagés et informés sont le fondement de ce système, ce qui semble écarter la réédition d'un tel événement.

LVOG - Après l'élection de Macron suivant ce modèle, on a du mal à y croire. A l'entendre Trump s'engagerait à combattre l'ignorance du peuple sans laquelle aucun régime ne tiendrait plus de 24h, ma foi, Trump doit être trotskyste ! Et Meyssan aussi !

RV - - Concernant la prospérité des États-Unis, condition du développement de ses capacités de Défense, Donald Trump est un champion du « rêve américain », de l'« État minimum », de la théorie du « ruissellement de la richesse » du haut vers le bas. Il conçoit donc une économie basée sur le libre-échange et non sur la financiarisation. Renversant l'idée communément admise que le libre-échange fut un instrument de l'impérialisme anglo-saxon, il affirme qu'il n'est équitable à terme pour les premiers acteurs que si les nouveaux en acceptent les règles. Il pose que plusieurs États —dont la Chine— bénéficient de ce système sans jamais avoir eu l'intention d'adopter ses valeurs.

LVOG - Libre-échange est un oxymore puisque c'est le plus puissant qui impose sa politique aux plus faibles, ou le plus riche au plus pauvre. Pourquoi Trump concevrait-il une économie basée sur la financiarisation puisque c'est un fait accompli, à moins qu'il envisage de démanteler les plus puissantes banques ou institutions financières qui sont liées aux multinationales et qui dictent leur loi au marché ou à l'ensemble de l'économie. Les "nouveaux" accepteront les "règles" qui sont fixées par la puissance dominante, sinon qui dicte les lois qui régissent le libre-échange, l'épicier du coin ? La Chine a adopté les valeurs et les règles du capitalisme, c'est suffisant, d'autant plus qu'elle est la principale détentrice des obligations américaines, elle finance les guerres de l'Empire...

RV - C'est sur cette base —et non sur l'analyse de l'apparition d'une classe transnationale de super-riches— qu'il s'appuie pour dénoncer les accords commerciaux multilatéraux.

LVOG - Entourloupe, il peut les dénoncer maintenant que cette "classe transnationale de super-riches" détient le pouvoir.

RV - Il poursuit en annonçant la dérégulation de tous les secteurs où l'intervention de l'État n'est pas nécessaire. Parallèlement, il planifie la lutte contre toutes les interventions des États étrangers et de leurs entreprises nationalisées susceptibles de fausser les échanges équitables avec les États-Unis.

LVOG - Il poursuit donc la politique de ses prédécesseurs.

RV - Il entend développer la recherche théorique et ses applications techniques, soutenir les inventions et les innovations. Il prévoit pour cela des conditions d'immigration particulières et avantageuses afin d'organiser « la fuite des cerveaux » aux États-Unis. Considérant le savoir-faire acquis, non comme un moyen de percevoir un péage sur l'économie mondiale au travers de

brevets, mais comme le moteur de l'économie US, il entend créer un fichier de Sécurité nationale de ces techniques et les protéger pour maintenir son avance.

LVOG - On est donc toujours dans une logique hégémonique. Il n'a aucun mérite à vouloir "développer la recherche théorique et ses applications techniques" etc. puisque la machine capitaliste a besoin en permanence de créer de nouveaux besoins...

RV - Enfin, traitant de l'accès aux sources d'énergie, il observe que pour la première fois les États-Unis sont auto-suffisants. Il met en garde contre les politiques initiées au nom de la lutte contre le réchauffement climatique qui impliquent de limiter l'usage d'énergie. Donald Trump ne traite pas ici de la financiarisation de l'écologie, mais pose clairement un caillou dans le jardin de la France, promoteur de la « verdisation de la finance ». Replaçant cette question dans un cadre plus général, il affirme que les États-Unis soutiendront les États victimes de chantages à l'énergie.

LVOG - Maintenant qu'on en sait un peu plus sur la manière dont ils manipulent le climat pour soutenir la thèse ou le lobby du "réchauffement climatique", ce facteur est secondaire. La pollution ambiante dans les villes depuis les années 50, ainsi que le recours massif à l'industrie chimique dans l'agriculture ou l'alimentation, sans oublier l'industrie pharmaceutique, sont sans doute responsables de dérèglements neuronaux ou neurologiques ou de cancers.

RV - - Affirmant que les États-Unis s'ils ne sont plus la seule super-puissance sont toujours la puissance dominante, il pose comme objectif central de sécurité le maintien de cette prééminence militaire, selon l'adage romain Si vis pacem, para bellum [1].

LVOG - Cela confirme ce que nous avons dit plus haut, et la suite plus loin aussi. Et puis fabriquer des armes, c'est une chose, mais faut-il encore qu'elles servent à quelque chose, non ?

RV - Il observe d'abord que « La Chine cherche à exclure les États-Unis de la région indo-pacifique, à étendre la portée de son modèle économique dirigé par l'État, et à réorganiser la région à son avantage ». Selon lui, Pékin est en train de se doter des secondes capacités militaires au monde (sous l'autorité du général Xi Jinping) en s'appuyant sur le savoir-faire des États-Unis.

De son côté, « La Russie cherche à rétablir son statut de grande puissance et à établir des sphères d'influence à ses frontières ». Pour cela, elle « tente d'affaiblir l'influence des États-Unis dans le monde et de les séparer de leurs alliés et partenaires. Elle perçoit l'Otan et l'Union européenne comme des menaces ».

Il s'agit de la première analyse des buts et des moyens des rivaux des États-Unis. À la différence de la « doctrine Wolfowitz », la Maison-Blanche ne considère plus l'Union européenne comme un compétiteur, mais comme le volet civil de l'Otan. Rompant avec la stratégie de sabotage économique de l'Union européenne de George Bush Sr. et de Bill Clinton, Donald Trump pose la possibilité de coopérer avec les rivaux (que sont désormais la Russie et la Chine), mais uniquement « en position de force ».

LVOG - Après avoir exigé que les pays de l'UE augmentent leur contribution au budget de l'OTAN, qui se fournira en armement auprès du complexe militaro-industriel américain, en guise de "volet civil", Trump considère davantage l'UE comme un client ou le "volet" économique de l'OTAN.

RV - La période actuelle voit le retour de la compétition militaire, à trois cette fois. Connaissant la tendance des militaires à préparer la guerre précédente et non pas à imaginer la prochaine, il convient de repenser l'organisation et la dotation des armées en conservant à l'esprit que les rivaux se positionneront dans des domaines qu'ils choisiront. On observera que ce n'est pas dans ce chapitre que Donald Trump évoque le talon d'Achille du Pentagone, mais beaucoup plus haut

dans le texte. C'est dans son introduction, à un moment où le lecteur est absorbé par des considérations philosophiques, qu'il a fait mention des nouvelles armes russes et notamment de leur capacité à inhiber les commandes et contrôles de l'Otan.

Le Pentagone doit renouveler son arsenal, à la fois en quantité et en qualité. Il doit abandonner l'illusion selon laquelle sa supériorité technologique (en réalité, dépassée face à la Russie) pourrait pallier son infériorité en nombre d'hommes. Suit alors une longue étude des domaines d'armement, y compris nucléaire, à moderniser.

LVOG - Obama prévoyait de consacrer 1.000 milliards de dollars lors de la prochaine décennie à cette "modernisation" de l'armement nucléaire, donc là non plus rien de changer.

RV - Donald Trump entend inverser le fonctionnement actuel de l'industrie de Défense. Alors qu'elle tente de vendre ses produits à l'État fédéral, il souhaite que l'État fédéral lance des offres et que les industriels répondent à ses nouveaux besoins. On sait qu'aujourd'hui, l'industrie de Défense n'a plus les ingénieurs nécessaires pour réaliser de nouveaux projets. L'échec du F-35 en est l'exemple le plus frappant. Le changement que le président appelle de ses vœux suppose donc l'organisation préalable de la « fuite des cerveaux » vers les États-Unis qu'il a déjà évoquée.

En matière de Renseignement, il reprend les théories de son ancien conseiller de Sécurité nationale, le général Michaël Flynn. Il veut repositionner non seulement la Defense Intelligence Agency, mais toute la « communauté du Renseignement ». L'objectif n'est plus de savoir localiser à tout moment tel ou tel chef terroriste, mais d'être capable d'anticiper les évolutions stratégiques de ses rivaux, adversaires et ennemis. Il s'agit d'abandonner l'obsession du GPS et des gadgets high tech pour revenir à l'analyse.

LVOG - Abandonner une obsession ne signifie pas forcément abandonner son objet, on voit mal la « communauté du Renseignement » abandonner ce qui justifiait les crédits colossaux qui lui était alloué.

RV - Enfin, il considère le département d'État comme un outil permettant de créer un environnement positif pour son pays, y compris avec ses rivaux. Ce n'est plus ni le moyen d'étendre les intérêts des multinationales qu'il avait été sous George Bush Sr. et Bill Clinton, ni l'ordonnateur de l'Empire qu'il fut sous Bush Jr. et Barack Obama. Il convient que les diplomates US retrouvent une certaine habileté politique.

LVOG - Etendre " les intérêts des multinationales", implanter un maximum de bases militaires dans le monde, c'est fait, il est donc logique de passer à la phase suivante qui réclamera filouterie ou langue de bois...

RV - - Le chapitre consacré à l'influence des États-Unis explicite la fin de la « globalisation » du « mode de vie américain ». Les États-Unis ne chercheront pas à imposer leurs valeurs aux autres. Ils traiteront tous les peuples à égalité et valoriseront ceux qui respectent l'état de droit.

LVOG - Au regard de la manière dont il traite le peuple américain et sa conception de l'état de droit, on est en droit de penser qu'il s'agit uniquement d'une déclaration d'intention sans lendemain.

RV - De manière à encourager les pays qui souhaitent devenir partenaires, mais qui ont des investissements dirigés par l'État, il prévoit de leur offrir des alternatives facilitant la réforme de leur économie.

LVOG - Quelle généreuse intention, pour un peu il serait philanthrope ! Tenez, comme avec le Brésil qui est en train de s'attaquer aux retraites, un bon élève de Trump.

RV - Concernant les organisations inter-gouvernementales, il annonce qu'il refusera de céder la moindre souveraineté si elle doit être partagée avec des pays mettant en cause les principes constitutionnels US ; une allusion directe à la Cour pénale internationale par exemple. Il ne dit rien par contre de l'extraterritorialité de la Justice états-unienne qui viole les principes constitutionnels d'autres pays.

Enfin, reprenant la longue tradition issue du compromis de 1791, il affirme que les États-Unis continueront à secourir ceux qui luttent pour la dignité humaine ou pour la liberté religieuse (à ne pas confondre avec la liberté de conscience). Une application qui reste à définir

LVOG - Personne n'est pas parfait, pas même Trump, quel dommage !

RV - Ce n'est qu'après ce long exposé que Donald Trump aborde l'application régionale de sa doctrine. Aucune nouveauté n'est annoncée ici, sinon une alliance avec l'Australie, l'Inde et le Japon pour contenir la Chine et lutter contre la Corée du Nord.

Tout au plus apprend-on deux nouvelles approches du Moyen-Orient. L'expérience de Daesh a montré que le principal problème n'est pas la question israélienne, mais celui de l'idéologie jihadiste. Et ce que Washington reproche à l'Iran, c'est de perpétuer le cycle de la violence par son refus de la négociation.

LVOG - Effectivement, le principal problème ne peut pas être la question israélienne puisque leur relation est au beau fixe depuis qu'il a accordé à Jérusalem le statut de capitale de l'Etat sioniste, mais par contre cela peut être la question palestinienne qui ici passe à la trappe. Quant à "l'idéologie jihadiste" ou wahhabite, elle doit être moins encombrante que les barbares qui l'ont adoptée à leur initiative.

RV - Par défaut, le lecteur comprend que le Pentagone doit abandonner le projet de l'amiral Arthur Cebrowski que Donald Rumsfeld imposa le 11-Septembre. La « guerre sans fin » est terminée. La tension devrait non seulement ne pas s'étendre dans le monde, mais redescendre au Moyen-Orient élargi.

LVOG - En attendant la "tension" est palpable dans tous les pays occidentaux ou dans une multitude de pays dans le monde et elle n'est pas près de redescendre puisque tous les peuples sont soumis à des politiques d'austérité.

RV - La doctrine de Sécurité nationale de Donald Trump est extrêmement construite, au plan historique (on voit l'influence du général Jim Mattis) et au plan philosophique (suivant l'ancien conseiller spécial Steve Bannon). Elle se fonde sur une analyse rigoureuse des défis à la puissance états-unienne (conforme aux travaux du général H. R. McMaster). Elle valide les coupes budgétaires du département d'Etat (opérées par Rex Tillerson). Contrairement à la doxa des journalistes US, l'administration Trump a réussi là une synthèse cohérente se démarquant nettement des visions précédentes.

LVOG - Sur le dos de qui ? L'oligarchie avait le choix entre laisser les différentes institutions américaines agir pour leur propre compte parfois au détriment des autres ou coordonner leurs efforts pour parvenir aux mêmes objectifs.

RV - Cependant, l'absence de stratégie régionale explicite atteste de l'ampleur de la révolution en cours. Rien ne prouve que les chefs militaires appliqueront dans leurs domaines respectifs cette nouvelle philosophie. D'autant que l'on observait, il y a quelques jours encore, la collusion entre les Forces US et les jihadistes en Syrie.

LVOG - L'impression qui se dégage de tout cela, c'est que les Etats-Unis sont devenus ingouvernables au détriment de son peuple et au profit de l'oligarchie qui craint d'en perdre le contrôle.

[1] "Si tu veux la paix, prépare la guerre".

www.voltairenet.org/article199158.html

En complément, une illustration et une réflexion.

"Comme jadis."

- Les États-Unis signent un protocole secret avec Israël - Réseau Voltaire

Il s'agirait de la mise en œuvre de la stratégie anti-iranienne annoncée le 13 octobre par le président Trump.

Ce Protocole ne change rien sur le fond aux accords préexistants. (...) il atteste que l'administration Trump —comme jadis l'administration Nixon— est pro-israélienne pour des raisons stratégiques... Réseau Voltaire 29 décembre 2017

Dans un article publié par le blog Les-Crises.fr à propos de Trump et des Etats-Unis, j'ai relevé le passage suivant :

- Des journaux de gauche comme Dissent et Jacobin se sont efforcés de justifier l'impulsion trotskyste à la violence politique. De cette façon, le néoconservatisme, la variante américaine du trotskysme, n'est pas encore morte, il reste une idéologie zombie qui hante le pays.

Un internaute lui a répondu :

- *"le néo conservatisme, la variante américaine du trotskysme" cette assertion d'une insondable bêtise (voir les positions du groupe "Spark") suffit à décrédibiliser son auteur."*

C'est dommage pour le Réseau Voltaire et particulièrement pour Thierry Meyssan.

[A tous ceux qui en appellent régulièrement à l'ONU \(LFI, PCF, etc.\) A bas l'ONU! Rupture avec l'ONU !](#)

En 1947, l'ONU a adopté la Résolution 181 qui plaçait Jérusalem sous l'administration de l'ONU. Ce devait être une ville régie par un « régime international spécial ». Les pays du monde entier ont reconnu Jérusalem comme un endroit unique au monde, un endroit précieux pour les grandes religions abrahamiques et qui se trouve au cœur des tensions qui secouent le nouvel État d'Israël, les Palestiniens exilés et occupés, et les États arabes voisins.

Au cours des années passées, il y a eu sept votes au Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner la Loi de Jérusalem de 1980, qui proclame la ville capitale « éternelle et indivisible » d'Israël. La Résolution 478, la première de ces résolutions, a été adoptée en 1980 à l'unanimité, avec une abstention des États-Unis. (Trump et Balfour même combat par Vijay Prashad — arretsurinfo.ch 26 décembre 2017)

[Leur version de la démocratie correspond à un Etat policier.](#)

- Notre État policier toujours plus meurtrier, par Chris Hedges - Truthdig publié par Les-Crises.fr 28.12

Aucune des réformes, ni la formation accrue, ni les programmes de diversité, ni l'approche communautaire, ni des gadgets comme les caméras corporelles n'ont permis d'atténuer la violence policière meurtrière des États-Unis, en particulier contre les personnes de couleur pauvres. Les forces policières aux États-Unis – qui, selon le Washington Post, ont tué 782 personnes cette année – sont des monstruosité militarisées et irresponsables qui répandent la peur et la terreur dans les communautés pauvres. En comparaison, la police anglaise et galloise a tué 62 personnes en 27 ans entre le début des années 1990 et la fin de l'année 2016.

Les policiers sont devenus des prédateurs dévoyés dans les communautés pauvres. En vertu des lois américaines sur la confiscation, la police saisit sans discrimination de l'argent, des biens immobiliers, des automobiles et d'autres biens. Dans de nombreuses villes, la circulation, le stationnement et d'autres amendes ne sont guère plus que de l'extorsion légalisée qui finance le gouvernement local et transforme les prisons en prisons pour dettes.

En raison d'un système judiciaire défaillant, des millions de jeunes hommes et de jeunes femmes sont jetés en prison, souvent pour des délits non violents. Des équipes d'intervention du SWAT [[Special Weapons and Tactics : unité spécialisée existant dans les principales polices aux États-Unis, NdT] équipées d'armes militaires font irruption dans des habitations souvent sous mandat pour des infractions non violentes, tirant parfois sur les personnes à l'intérieur. Les policiers à la gâchette facile tirent plusieurs balles dans le dos d'hommes et de femmes désarmés et sont rarement accusés de meurtre. Et pour les Américains pauvres, les droits constitutionnels fondamentaux, y compris le droit à une procédure régulière, ont de fait été abolis il y a des décennies.

L'ouvrage de Jonathan Simon intitulé « Governing Through Crime » et livre de Michelle Alexander intitulé « The New Jim Crow » [« La couleur de la Justice », NdT] soulignent que ce qui est défini et ciblé comme une activité criminelle par la police et les tribunaux est en grande partie déterminé par l'inégalité raciale et la classe sociale, et surtout par le potentiel des groupes ciblés de causer de l'agitation sociale et politique. La politique criminelle, comme l'écrit le sociologue Alex S. Vitale dans son nouveau livre, « The End of Policing », est structurée autour de l'utilisation de la répression pour gérer les « classes dangereuses », déguisée en système de justice.

En même temps, le système de justice pénale refuse de tenir les banques, les sociétés et les oligarques de Wall Street pour responsables des crimes qui ont causé des dommages incalculables à l'économie mondiale et à l'écosystème. Aucun des banquiers qui ont commis des actes massifs de fraude et qui ont été responsables de l'effondrement financier en 2008 n'a été emprisonné, même si leurs crimes ont entraîné un chômage généralisé, des millions d'expulsions et de saisies, des sans-abri, des faillites et le pillage du Trésor américain pour renflouer les spéculateurs financiers aux frais des contribuables. Nous vivons dans un système juridique à deux vitesses, dans lequel les pauvres sont harcelés, arrêtés et emprisonnés pour des infractions ridicules, comme la vente de cigarettes à l'unité – ce qui a conduit Eric Garner à être étranglé par un policier de New York en 2014 – alors que des crimes d'une ampleur épouvantable, qui anéantissaient 40 pour cent de la richesse mondiale, sont traités par des contrôles administratifs timides, des amendes symboliques et l'application des lois civiles.

Les distorsions grotesques du système judiciaire et la guerre agressive menée par la police contre les pauvres ne feront qu'empirer sous la présidence de M. Trump et du procureur général Jeff Sessions. Il y a eu un recul des restrictions imposées par le président Barack Obama en 2015 au programme 1033, une mesure prise par le Congrès en 1989 qui permet le transfert du gouvernement fédéral aux forces de police locales d'armes militaires, y compris des lance-grenades, des véhicules blindés de transport de troupes et des mitrailleuses de calibre 50. Depuis

1997, le ministère de la Défense a remis aux services de police un matériel militaire d'une valeur stupéfiante de 5,1 milliards de dollars

L'administration Trump ressuscite également des prisons privées dans le système carcéral fédéral, accélérant la soi-disant guerre contre la drogue, bourrant les tribunaux de juges d'extrême droite chargés de l'ordre public et qui prêchent la politique clivante de la punition et du châtement. Les syndicats de policiers adoptent avec enthousiasme ces actions, voyant en elles un retour à la mentalité du Far West qui a caractérisé la brutalité des services de police dans les années 1960 et 1970, lorsque les radicaux, en particulier les radicaux noirs, ont été assassinés en toute impunité par les forces de l'ordre. La Garde Prétorienne des élites, comme dans tous les systèmes totalitaires, sera bientôt hors d'atteinte de la loi. Comme l'écrit Vitale dans son livre, « Notre système de justice pénale est devenu une gigantesque usine de vengeance. »

Les arguments – y compris celui raciste sur les « superprédateurs » [« superpredator » : Jeune commettant maints crimes violents parce qu'il a été élevé sans morale. NdT] – utilisés pour justifier le renforcement du pouvoir policier n'ont aucune crédibilité, comme en témoignent la violence armée dans le sud de Chicago, l'échec lamentable de la guerre contre les drogues et le développement massif du système carcéral au cours des 40 dernières années. Le problème n'est pas tant dans les techniques et les procédures de maintien de l'ordre que dans le recours croissant à la police comme forme de contrôle social pour étayer un système de capitalisme d'entreprise qui a transformé les travailleurs pauvres en serfs modernes et abandonné des pans entiers de la société. Le gouvernement ne tente plus d'atténuer les inégalités raciales et économiques. Au lieu de cela, il criminalise la pauvreté. Il a transformé les pauvres en une source de profits supplémentaire pour les riches.

« En conceptualisant le problème du maintien de l'ordre comme un problème de formation et de professionnalisation inadéquates, les réformateurs ne parviennent pas comprendre comment la nature même du maintien de l'ordre et du système judiciaire a servi à maintenir et à exacerber l'inégalité raciale », écrit M. Vitale. « En invoquant un "ordre public" sans préjugés raciaux, ils renforcent un système qui désavantage les personnes de couleur sur le plan structurel. À la racine, ils ne comprennent pas que la nature fondamentale de la police, depuis ses origines premières, est d'être un outil pour gérer les inégalités et maintenir le statu quo. Les réformes policières qui ne tiennent pas compte directement de cette réalité sont vouées à la reproduire. ... Des policiers bien formés qui suivent les procédures appropriées arrêteront quand même des gens principalement pour des délits mineurs, et ce fléau continuera de tomber principalement sur les communautés de couleur, car c'est ainsi que le système est conçu pour fonctionner – non pas en raison des préjugés ou des incompréhensions des agents. »

Dans une entrevue récente, M. Vitale m'a dit : « Nous menons une guerre contre la drogue depuis 40 ans en mettant les gens en prison pour des peines toujours plus longues. Pourtant, les drogues sont moins chères, plus faciles à obtenir et de meilleure qualité que jamais. N'importe quel lycéen américain peut se procurer n'importe quelle drogue. Pourtant, nous persistons dans cette idée que la solution au problème de la drogue et à bien d'autres problèmes sociaux passe par l'arrestation, les tribunaux, les peines, les prisons. C'est à cela que joue Trump. Cette idée que le seul rôle approprié de l'État est celui de la coercition et des menaces – que ce soit dans le domaine de la politique étrangère ou dans le domaine domestique. »

Comme l'écrit Vitale dans son livre, les forces de police n'ont pas été constituées pour assurer la sécurité publique ou prévenir le crime. Elles ont été créées par les classes possédantes pour maintenir leur domination économique et politique et exercer un contrôle sur les esclaves, les pauvres, les dissidents et les syndicats qui contestaient l'emprise des riches sur le pouvoir et la capacité d'amasser des fortunes personnelles. Bon nombre des techniques policières américaines, y compris la surveillance à grande échelle, ont été mises au point et perfectionnées dans les colonies des États-Unis, puis ramenées aux services de police de la nation. Les Noirs du Sud

devaient être contrôlés, et les syndicats et les socialistes radicaux du Nord-Est et du Middle West industriels devaient être brisés.

Le rôle fondamental de la police n'a jamais changé. Paul Butler dans son livre « Chokehold: Policing Black Men » et James Forman Jr. dans son livre « Locking Up Our Own: Crime and Punishment in Black America » font écho au message de Vitale selon lequel la guerre contre les drogues « n'a jamais porté sur la santé ou la sécurité publiques. Il s'agit d'offrir une couverture à des policiers agressifs et inquisiteurs qui ciblent presque exclusivement les gens de couleur. »

« Les gens évoquent souvent la police métropolitaine de Londres, formée dans les années 1820 par Sir Robert Peel », déclare Vitale. « Elle est présentée comme cet idéal libéral d'une police impartiale et politiquement neutre ayant l'appui des citoyens. Mais c'est une mauvaise interprétation de l'histoire. Peel fut dépêché pour gérer l'occupation britannique de l'Irlande. Il fut confronté à un dilemme. Historiquement, les soulèvements paysans, les révoltes rurales étaient traités par la milice locale ou l'armée britannique. Dans le sillage des guerres napoléoniennes, alors qu'il y avait de soldats dans d'autres parties de l'Empire britannique, il éprouva de plus en plus de difficultés à gérer ces troubles. De plus, lorsqu'il appela la milice, elle ouvre souvent le feu sur la foule et tua de nombreuses personnes, créant des martyrs et aggravant les troubles. Il mit sur pied la Peace Preservation Force, qui fut la première tentative de créer une force militaire civile hybride qui pouvait tenter de conquérir la population en s'implantant dans les communautés locales et en assumant certaines fonctions de contrôle de la criminalité, mais son but premier était toujours de gérer l'occupation. Il exporta ensuite ce modèle à Londres, alors que les classes ouvrières industrielles inondaient la ville, affrontant la pauvreté, les cycles de boom et de ralentissement de l'économie, et cela devint leur mission première. »

« La création de la toute première police d'État aux États-Unis a été la Pennsylvania State Police en 1905 », déclare Vitale. « Pour les mêmes raisons. Elle a été calquée sur le modèle des forces d'occupation américaines aux Philippines. Il y avait un va-et-vient entre le personnel et les idées. Ce qui s'est passé, c'est que la police locale n'a pas été en mesure de gérer les grèves dans les industries du charbon et du fer. [...] On avait besoin d'une police plus attachée aux intérêts du capital. [...] Il est intéressant de noter que, pour ces petits agents de police de petites villes minières, il y avait parfois de la sympathie. Ils ne voulaient pas ouvrir le feu sur les grévistes. La police d'État a donc été créée pour être le bras armé de la loi. Encore une fois, le lien direct entre le colonialisme et la gestion domestique des travailleurs.[...] C'est un échange bidirectionnel. Au fur et à mesure que nous développons des idées dans le cadre de nos propres entreprises coloniales, nous les faisons connaître, puis nous les affinons et les renvoyons à nos partenaires dans le monde entier, qui sont souvent des régimes despotiques entretenant des relations économiques étroites avec les États-Unis. Il y a une histoire très triste ici, où les États-Unis exportent essentiellement des modèles de police qui se transforment en escadrons de la mort et en horribles violations des droits de la personne. »

Le recours presque exclusif à une police militarisée pour lutter contre les profondes inégalités et les problèmes sociaux fait des quartiers pauvres de villes comme Chicago de mini-États en déliquescence, des États où les jeunes hommes et femmes démunis rejoignent un gang pour assurer leur sécurité et avoir un revenu, et se livrent à des guerres contre d'autres gangs et la police. La politique des « fenêtres brisées » transfère le fardeau de la pauvreté sur les pauvres. Il criminalise les infractions mineures, soutenant que le désordre produit la criminalité et revenant sur des décennies de recherches sur les causes de la criminalité.

« Au fur et à mesure que la pauvreté s'aggrave et que les prix des logements augmentent, l'aide gouvernementale au logement abordable s'est évaporée, laissant dans son sillage une combinaison de refuges pour sans-abri et d'un maintien de l'ordre agressif axé sur les fenêtres brisées », écrit M. Vitale. « Au fur et à mesure que les établissements de santé mentale ferment leurs portes, les forces de l'ordre deviennent les premiers intervenants à demander de l'aide en cas de crise de santé mentale. Comme les jeunes sont laissés sans écoles, sans emplois ou sans

installations récréatives adéquates, ils forment des gangs pour se protéger mutuellement ou participent au marché noir des biens volés, de la drogue et du sexe pour survivre et sont impitoyablement criminalisés. Le maintien de l'ordre moderne est en grande partie une guerre contre les pauvres qui ne fait pas grand-chose pour rendre les gens plus sûrs ou les collectivités plus fortes, et même quand il le fait, cela s'accomplit grâce aux formes les plus coercitives de pouvoir étatique qui détruisent la vie de millions de personnes. »

L'offensive accélérée contre les pauvres et l'omnipotence croissante de la police signalent notre transformation en un État autoritaire dans lequel les riches et les puissants ne sont pas soumis à l'État de droit. L'administration Trump ne promouvra aucune des conditions susceptibles d'améliorer cette crise – logements abordables, emplois bien rémunérés, écoles sûres et accueillantes qui n'exigent pas de frais de scolarité, meilleurs établissements de santé mentale, transports publics efficaces, reconstruction de l'infrastructure du pays, forces de police démilitarisées dans lesquelles la plupart des policiers ne portent pas d'armes, soins de santé universels et financés par le gouvernement, fin des prêts prédateurs et des pratiques contraires à l'éthique des grandes entreprises ; et des compensations pour les Afro-Américains, ainsi que la fin de la ségrégation raciale. Trump et la plupart de ceux qu'il a nommés à des postes de pouvoir méprisent les pauvres comme un poids mort sur la société. Ils accusent les populations sinistrées de leur propre misère. Ils cherchent à assujettir les pauvres, en particulier ceux de couleur, par la violence policière, des formes toujours plus dures de punition et un déploiement du système carcéral.

« Nous avons besoin d'un système efficace de prévention et de contrôle de la criminalité dans nos collectivités, mais ce n'est pas ce qu'est le système actuel », écrit Alexander dans « The New Jim Crow ». [...] « Le système est plutôt conçu pour créer la criminalité, et une classe perpétuelle de gens étiquetés criminels. [...] Dire que l'incarcération de masse est un échec lamentable n'a de sens que si l'on suppose que le système de justice pénale est conçu pour prévenir et contrôler la criminalité. Mais si l'incarcération de masse est comprise comme un système de contrôle social – en particulier de contrôle racial – alors le système est une formidable réussite. »

Source : Truthdig, Chris Hedges, 22-10-2017

En dictature oligarchique. Harcèlement, menace, culpabilité. Haro sur les fainéants, les profiteurs ! A bas les jeux !

Ils veulent instaurer un service de travail obligatoire comme sous le IIIe Reich nazi en contraignant tout homme ou femme en âge de travailler d'accepter n'importe quelles conditions de travail, et assurer le suivi quotidien de leur recherche d'emploi en constituant un fichier digne du carnet de travail institué sous le régime de Vichy.

Quand vous vous retrouvez au chômage comme cela m'est arrivé plus d'une fois, c'est que vous l'avez bien voulu, c'est de votre faute. C'est comme l'étudiant qui ne peut pas s'inscrire en faculté, c'est forcément parce qu'il fait preuve de mauvaise volonté. Et quand vous êtes pauvre, c'est parce que vous jetez l'argent par la fenêtre. Bref, dans tous les cas de figure c'est vous le coupable des difficultés que vous rencontrez ou de votre situation, mais certainement pas la société (capitaliste) telle qu'elle est ordonnée ou fonctionne. La politique du chef de l'Etat ou du gouvernement ainsi que leurs prédécesseurs n'en portent aucune responsabilité.

C'est à vous de vous adapter à la situation que vous rencontrez, quitte à faire toujours plus de sacrifices ou sacrifier carrément vos aspirations, votre famille, vos enfants, vous devez accepter que votre mode de vie régresse en ayant la satisfaction d'échapper à pire encore, estimez-vous heureux ! Si vous vous êtes trouvé au mauvais endroit au mauvais moment et qu'on vous impose un mauvais traitement en conséquence, vous n'allez tout de même pas accuser la société ou le gouvernement d'en être responsable, franchement. Qui alors ? Personne. Mais vous, vous n'êtes pas rien, vous êtes bien une personne. Justement, peut-être que vous avez pris de mauvaises

décisions au cours de votre vie, peut-être que vous n'avez pas rencontré ou fréquenté les bonnes personnes, bref, c'est bien vous qui vous êtes orienté dans cette direction qui vous a conduit où vous en êtes, alors cessez de vouloir en accuser les autres, un peu de dignité s'il vous plaît, assumez vos erreurs et acceptez humblement d'en payer le prix, et vous vous verrez que vos difficultés s'aplaniront en faisant preuve d'un peu de patience... En réalité, vous finirez par vivre avec puisque vous n'aurez pas eu le choix et vous n'en verrez jamais bout, ils tablent sur votre lassitude pour accepter le traitement indigne qu'ils vous ont réservé.

Pendant que les inégalités se creusent ou que la concentration des richesses entre quelques mains s'accélère, ils nous traitent en délinquants, en parias, ils répriment ceux qu'ils ont exclus de la société ou mis au rebut et ils les traitent en déchets qu'ils entendent retraiter à bon marché au marché aux esclaves, après avoir adopté de nouvelles lois scélérates contre le droit du travail.

Les droits pour les patrons, les devoirs pour les travailleurs... Mais, mais, comment s'égosille le pauvre type sous influence, vous vous méprenez, les travailleurs ont des droits. Oui, vous avez raison, sauf celui d'avoir un travail et un salaire décent et c'est bien là l'essentiel, non ?

- Etre au chômage donne "droits et devoirs", martèle Maillard (LREM) - AFP

Etre au chômage donne "droits et devoirs", a martelé mercredi le député La République en marche Sylvain Maillard, commentant des informations du Canard enchaîné selon lesquelles le gouvernement envisage de durcir certaines sanctions dans le cadre de la future réforme de l'assurance chômage.

"Les droits c'est d'avoir une formation beaucoup plus efficace (...) mais, à côté de ça, on a des devoirs: le devoir de chercher en permanence un emploi ou d'accepter un emploi qui correspond à (sa) qualification, ou en tout cas à ses espérances de travail" a rappelé M. Maillard sur RTL.

Selon une note confidentielle du ministère du Travail citée par l'hebdomadaire satirique, une recherche insuffisante, un refus de formation ou un refus de deux offres d'emploi jugées raisonnables, entraîneraient une réduction des allocations de 50% pendant deux mois. En cas de récidive, ces allocations seraient supprimées pour une durée de deux mois.

En outre, chaque demandeur d'emploi devra remplir un "rapport d'activité mensuel", listant l'ensemble des démarches effectuées pour favoriser son retour à l'emploi, selon cette note.

Concernant le rapport d'activité, le député de Paris a indiqué que "l'idée n'est pas de fliquer" le demandeur d'emploi. "C'est aussi d'être derrière lui en lui disant "la société vous donne une indemnité chômage (...) mais vous avez le devoir de montrer que vous faites vraiment action de recherche d'emploi". Droits et devoirs".

M. Maillard a estimé qu'il y avait "un besoin d'être un peu plus encadré, d'être plus suivi", ajoutant : "quand vous êtes en recherche d'emploi vous avez aussi besoin d'avoir presque un coach derrière vous". AFP 27 décembre 2017

"la société vous donne une indemnité chômage", est-ce vraiment cela que les travailleurs attendent de la société ? Ne serait-ce pas plutôt un vrai travail avec un salaire décent ? Si votre société n'est pas en mesure de lui donner, elle doit disparaître avec son système économique et vous avec !

Florilège de la libréaction.

Quand on sait qu'il n'a absolument aucun pouvoir, aucune liberté de parole...

- «Le Président utilise finalement les médias, mais il en garde le contrôle» - Liberation.fr

Plus réactionnaire tout court...

- Emmanuel Macron, un monarque à la Giscard plus conservateur que libéral - Liberation.fr

Loi travail, surveillance des chômeurs, mesures sécuritaires... Le chef de l'Etat épouse finalement bien plus la dérive droitière de la seconde période du mandat de VGE que son libéralisme sociétal. Liberation.fr

Le vomi qu'ils vous conseillent en guise de menu pour le réveillon de la Saint-Sylvestre.

- Brigitte Macron look, y es-tu ? Un réveillon tout en bastons «Balance ton porc» Des rires gras avec la couenne Obsèques de Johnny Les Champs du cygne Les végans Tiens, voilà du boudin ! Cantat et Polanski à découvert ou frontal ? - Liberation.fr

«Libération» vous fournit quelques pistes de débats pour animer la table de la Saint-Sylvestre. Liberation.fr

C'était peut-être juste histoire de vous souhaiter de passer une mauvaise soirée ou de vous pourrir la vie jusqu'au bout... Comme dirait Maduro (Au Premier ministre canadien) : Allez vous faire foutre !

On a mieux comme sujet "de débats" : Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable. Cette formule va très bien à M. Maillard !

Et aux écologistes qui soutiennent le capitalisme.

Au secours la planète se réchauffe !

- Jusqu'à -50 degrés en Amérique du Nord, des chutes de neige record - HuffPost FR

Des chutes de neige record et une vague de froid polaire prolongée glaçaient l'Amérique du Nord ce mercredi 27 décembre, où les habitants luttèrent contre des températures allant jusqu'à -50°C.

Dans l'Etat de New York, le gouverneur Andrew Cuomo a mis en garde contre cette vague de froid qui doit durer jusqu'au 2 janvier. Les températures devraient tomber jusqu'à -40°C dans le nord de l'Etat à partir de jeudi. Le froid s'accompagne également de chutes de neige record.

A Erié, non loin des chutes du Niagara et dont le lac sert de frontière naturelle avec le Canada, il est tombé 1,5 mètre de neige en seulement 48 heures.

Selon les données des services météo américains, les 86 cm de neige tombés le jour de Noël sont un record absolu pour la ville, loin devant les 51 cm du 22 novembre 1956. Sur les deux jours, du lundi au mardi à 17h locales, la chute de 1,5 mètre de neige a également pulvérisé un record de 1958.

Sur l'ensemble du mois, les 245 cm de neige cumulée ont là aussi battu un record, faisant de décembre le mois le plus neigeux de l'histoire d'Erié.

La vague de froid est encore plus extrême au Canada, où le nord de l'Ontario devrait lui aussi connaître un record avec des températures à -50°C.

"Des froids qui s'installent aussi longtemps et sur une étendue aussi grande, de mémoire, je n'en ai jamais connu", a affirmé à l'AFP Alexandre Parent, météorologue de l'agence fédérale Environnement Canada. Selon lui, bien plus que le thermomètre, c'est l'étendue de la vague de froid et sa durée qui rendent cet épisode exceptionnel.

L'agence fédérale a publié des avertissements de froid extrême lié à une poussée de l'air arctique pour les provinces du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. HuffPost FR 29.12

Roumanie. Désinformation et manipulation des faits. L'UE ou la dictature des juges.

I - La réalité falsifiée de l'UE.

- Roumanie/justice: le Premier ministre fait un geste envers les manifestants AFP 27 décembre 2017

Le Premier ministre roumain Mihai Tudose a reçu mercredi des membres des ONG et des représentants de la société civile qui protestent depuis des semaines contre une réforme décriée de la justice, sans toutefois obtenir un arrêt des manifestations.

"Nous avons exhorté M. Tudose à demander l'avis de la Commission de Venise (un organe du Conseil de l'Europe, ndlr) et à proroger dans l'intervalle l'entrée en vigueur des lois de la justice", a déclaré Mihai Politeanu, de l'association Initiativa Romania, à l'issue de cette réunion.

Le Premier ministre social-démocrate doit "assumer ses responsabilités et utiliser les leviers dont il dispose pour mettre un terme aux dérapages" qui menacent l'indépendance de la justice, a-t-il estimé.

Le Parlement dominé par la gauche a approuvé la semaine dernière trois propositions de loi qui font craindre une réduction de l'indépendance des magistrats et une restriction des prérogatives du Parquet anticorruption (DNA), extrêmement actif dans les poursuites envers les élus soupçonnés de corruption, et très populaire parmi les Roumains. AFP 27 décembre 2017

II - Les faits réels.

- Laughland dénonce la procédure de sanction de la Commission EU contre la Pologne - RT 22 décembre 2017

John Laughland, directeur des études à l'institut de la démocratie. (Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=41ReVoXP0u4>)

Transcription. Extrait.

Le gouvernement précédent avait essayé de remplir la Cours constitutionnelle par des juges nommés par elle-même dans l'esprit de pouvoir continuer ainsi sa propre hégémonie politique. Cette hégémonie politique, elle a pu la construire, le précédent gouvernement, parce que cette Cours constitutionnelle polonaise a des pouvoirs très considérables, notamment de révoquer des lois votées par le Parlement. Donc le nouveau pouvoir a considéré qu'il y avait un déséquilibre institutionnel majeur, entre d'une part le Parlement, qui est bien évidemment élu et l'expression de la volonté du peuple, et d'autre part une Cours constitutionnelle composée de quinze juges, dont il suffit que trois votent contre une loi pour qu'elle ne soit pas appliquée. Alors il y a là bien évidemment un déséquilibre préoccupant sur le plan démocratique, puisque normalement c'est le Parlement qui fait la loi et non pas les juges. RT 22.12

En France, c'est le Conseil constitutionnel qui possède ce statut ou qui remplit cette fonction antidémocratique.

L'Institut de la Démocratie et de la Coopération est un institut de réflexion (think-tank) basée à Paris avec statut consultatif auprès de l'ECOSOC (le Conseil Economique et Social de l'Organisation des Nations Unies) depuis 2015.

John Laughland, Directeur des Etudes, est philosophe et historien. De nationalité britannique, auteur de nombreux ouvrages, il a été commentateur sur les affaires internationales pour la presse britannique et internationale. Il écrivait dans les colonnes de The Spectator, The Guardian, The Mail on Sunday, The Times, Die Welt, Frankfurter Allgemeine Zeitung et d'autres journaux de renom. Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université d'Oxford, il a reçu l'habilitation à diriger des recherches en France à l'Université de Marne la Vallée en 2003. Il a été maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris de 1991 à 1995 et il a enseigné à l'Université Paris – III et à l'Université Saint Pie V à Rome. Il parle anglais, français, allemand, italien et russe. (Source : <http://www.idc-europe.org/fr/Institut-de-la-Democratie-et-de-la-Cooperation>)

Iran. Désinformation et présentation frauduleuse des faits.

I - La propagande occidentale.

- Nouveaux rassemblements antigouvernementaux en Iran - Reuters

La police anti-émeutes iranienne a dispersé vendredi des manifestants protestant contre le gouvernement dans la ville de Kermanshah (ouest), rapporte l'agence de presse semi-officielle Fars, au lendemain d'autres rassemblements hostiles au président Hassan Rohani dans le nord-est du pays.

Des manifestations ont également été signalées à Téhéran et dans d'autres grandes villes du pays.

Ces rassemblements interviennent dans un contexte de mécontentement croissant contre la politique économique du gouvernement ou encore l'intervention coûteuse de l'Iran dans les conflits en Syrie ou en Irak.

A Kermanshah, où plus de 600 personnes ont péri lors d'un séisme le mois dernier, quelque 300 manifestants se sont rassemblés aux cris de "Liberté pour les prisonniers politiques" ou "La liberté ou la mort". Des bâtiments publics ont été endommagés, a déclaré l'agence Fars.

D'autres rassemblements ont eu lieu à Sari et Racht dans le nord du pays, à Qom au sud de Téhéran et Hamadan dans l'ouest du pays, d'après des images postées sur les réseaux sociaux dont Reuters n'a pu vérifier l'authenticité.

A Téhéran, une cinquantaine de personnes se sont réunies sur une place, et la plupart ont accepté de quitter les lieux à la demande de la police, hormis quelques manifestants qui ont été "temporairement arrêtés", a déclaré Mohsen Nasj Hamadani, directeur adjoint de la sécurité pour la province de Téhéran.

A Ispahan (centre), un habitant joint par téléphone a déclaré que des manifestants avaient rejoint un rassemblement organisé par des ouvriers d'usine pour réclamer des arriérés de salaires.

"Les slogans sont rapidement passés de l'économie à des slogans hostiles au (président Hassan) Rohani et au guide suprême (l'ayatollah Ali Khamenei)", a déclaré ce témoin.

A Qom, fief du clergé chiite, des manifestants ont scandé des slogans hostiles à Khamenei. "Seyyed Ali devrait avoir honte et quitter seul le pays", ont chanté les protestataires.

Jeudi, une manifestation a déjà eu lieu à Mashhad, deuxième ville d'Iran, contre la hausse des prix et le gouvernement, au cours de laquelle une cinquantaine de personnes ont été arrêtées.

Les manifestations à caractère politique sont rares en Iran, où les forces de sécurité sont omniprésentes. Les derniers rassemblements antigouvernementaux de grande ampleur ont eu lieu en 2009 pour protester contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

L'ayatollah conservateur Ahmad Alamolhoda, un proche du guide suprême de la Révolution islamique Ali Khamenei, a réclamé davantage de fermeté contre les manifestants.

"Si les services chargés du maintien de l'ordre laissent les émeutiers livrés à eux-mêmes, les ennemis publieront des vidéos et des photos dans les médias et diront que le système de la République islamique a perdu sa base révolutionnaire à Mashhad", a-t-il dit, selon des propos rapportés par l'agence Irna.

Alamolhoda a également déploré que des manifestants aient selon lui profité d'un rassemblement contre la hausse des prix pour crier leur hostilité au rôle de Téhéran dans les guerres régionales.

"Dans une foule de plusieurs centaines de personnes, un groupe n'excédant pas 50 personnes a crié des slogans déviants et affreux tels que 'Quittons la Palestine', 'ni Gaza, ni Liban, je ne donnera ma vie que pour l'Iran', " a déclaré l'ayatollah.

Certaines vidéos diffusées sur internet montrent aussi des manifestants criant "Mort à Rohani" ou "Mort au dictateur".

Le vice-président Eshaq Jahangiri, allié de Hassan Rohani, a laissé entendre que les conservateurs radicaux opposés au chef de l'Etat pourraient être à l'origine de ces manifestations.

"Quand un mouvement social et politique est lancé dans la rue, ceux qui l'ont déclenché ne seront plus forcément capables de le contrôler par la suite. Ceux qui sont derrière ces événements se brûleront les doigts", a-t-il déclaré, cité par l'agence Irna.

La télévision d'Etat a indiqué que des rassemblements annuels et des événements sont prévus samedi pour commémorer les manifestations progouvernementales de 2009 contre les réformistes.

L'accord conclu en 2015 par Hassan Rohani avec le groupe P5+1 sur la limitation du programme nucléaire iranien en échange d'un assouplissement des sanctions économiques tarde à faire sentir ses effets.

De nombreux Iraniens estiment que leur situation ne parvient pas à s'améliorer en raison de la corruption et de la mauvaise gestion publique.

Selon l'institut iranien de la statistique, le taux de chômage s'établit à 12,4% sur l'année fiscale, en hausse de 1,4 point par rapport à l'année précédente.

Environ 3,2 millions d'Iraniens sont sans emploi sur une population de 80 millions d'habitants. Reuters 30 décembre 2017

II- Le rétablissement des faits.

Manifestations antigouvernementales dans le Khorassan iranien - Réseau Voltaire

D'importantes manifestations ont eu lieu le 28 décembre 2017 dans le Khorassan (région d'Iran à la frontière afghane). Les protestataires dénonçaient le chômage, la corruption du gouvernement et la baisse du niveau de vie.

Les principales villes touchées ont été Mecchad (sanctuaire de l'imam Reza et troisième agglomération du pays), Birjand, Kashmar et Nishapur.

Selon les images disponibles, les foules ont scandé : « Pas à Gaza, pas au Liban, ma vie c'est en Iran ! », « Mort à Rohani ! » et dans certains cas « Mort au dictateur ! ».

Contrairement à la présentation qu'en font les médias occidentaux, ces manifestations n'ont rien à voir avec la « révolution verte » de 2009. À l'époque, il s'agissait de renverser le président Mahmoud Ahmadinejad et de le remplacer par un pro-US. Les protestations se tenaient presque exclusivement à Téhéran et Ispahan. Elles étaient surtout le fait de la bourgeoisie aisée. Au contraire, les derniers événements sont très populaires. Les manifestations sont principalement dirigées contre cheikh Hassan Rohani qui avait promis la levée des sanctions dès la signature de l'accord 5+1 ; or si le traité a bien été signé, les sanctions n'ont jamais été levées. On lui reproche également l'in vraisemblable enrichissement de son entourage. Secondairement, les protestataires en appellent au Guide la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Ils lui reprochent d'avoir renoncé à recadrer le président et de consacrer ses efforts à seule la défense des Palestiniens, du Hezbollah et de la Syrie. Les partisans de l'ancien président Ahmadinejad (dont les proches sont interdits de concourir aux élections) se sont joints aux manifestants.

La police s'est montrée très tolérante : les « voltigeurs » (policiers à moto) ont fraternisé avec les manifestants. À Mecchad, ils sont passés au milieu de la foule qui les a applaudis.

Le chômage est officiellement de 12 %, mais est très inégalement réparti sur le territoire. Il serait beaucoup plus important dans le Khorassan. Réseau Voltaire 29 décembre 2017

Israël. Désinformation et autocensure ou comment ils escamotent les faits.

I - La présentation avantageuse ou anodine.

- Jérusalem: le Guatemala défend une décision "souveraine" - AFP

Le président du Guatemala Jimmy Morales a emboîté le pas à son homologue américain Donald Trump en annonçant le transfert à Jérusalem de l'ambassade de son pays en Israël. Une décision que le Guatemala défend par son amitié avec Israël depuis toujours. AFP 29.12

II - Et celle qui l'est beaucoup moins que l'AFP autocensure.

- Israël, le Guatemala et l'apartheid - Réseau Voltaire

Le président du Guatemala, Jimmy Morales, a annoncé que son pays déplacerait son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem.

James Morales Cabrera est professeur de théologie baptiste, grand admirateur des États-Unis. Il a changé son prénom en Jimmy pour faire plus états-unien. Grand pourfendeur de l'amoralité, il a joué avec son frère Sammy dans la série télévisé Moralejas (« Morales ») et dans sept films, dont celui d'Alejo Crisóstomo, Fe (« Foi ») —ce qui n'a pas empêché ses enfants et Sammy d'être accusés d'avoir organisé le financement illégal de sa campagne électorale—.

Pour comprendre les relations du Guatemala avec Israël, il faut revenir aux années 1982-83, lorsque en pleine guerre civile le général Efraïn Ríos Montt s'empara du pouvoir par un coup d'État organisé par la CIA.

Le général Ríos Montt était le frère de l'évêque catholique Mgr Mario Ríos Montt. Cependant, il abjura le catholicisme et se convertit à l'Église du Verbe, une secte affiliée à la Gospel Outreach, elle-même directement liée au Pentagone. Il se lia alors d'amitié avec Jerry Falwell et Pat Robertson.

Le général Ríos Montt, qui se faisait photographier la mitrailleuse dans une main et la Bible dans l'autre, lutta féroce à la fois contre les guérillas marxistes et contre des groupes indigènes. Surtout, il reçut 300 conseillers israéliens qui formèrent son armée et avec lesquels il mena une expérimentation sur des indiens Mayas. Il s'agissait de tester les conditions de création de faux États indépendants, sur le modèle de ce que le Mossad avait déjà tenté dans l'Afrique du Sud de l'apartheid (les « Bantoustans ») et en prévision de ce que pourraient être des « États » palestiniens (Cisjordanie et Gaza).

Ari Ben-Menashe a relaté une partie des relations secrètes du Guatemala et d'Israël dans Profits of War : Inside the Secret U.S.-Israeli Arms Network, notamment la manière dont le conseiller de Sécurité nationale US, Robert McFarlane, et le général Ariel Sharon organisèrent sous les ordres du président Ronald Reagan le transfert illégal de six hélicoptères à l'armée guatémaltèque.

Les faits ont été attestés, en novembre 2016, lors du procès de l'ancien chef d'état-major de l'armée de Terre, Manuel Benedicto Lucas Garcia. Réseau Voltaire 27 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199190.html)

En famille. Macron, un produit frelaté.

- Quand Macron emprunte à Sarkozy et Valls la notion de «combat de civilisations» - francais.rt.com

Nommé personnalité de l'année par le journal espagnol El Mundo, Emmanuel Macron a estimé mener un «combat de civilisations» contre le terrorisme. Une formule polémique reprise à l'ancien président Nicolas Sarkozy et au député Manuel Valls.

Le 27 décembre, le quotidien espagnol El Mundo glorifie largement Emmanuel Macron. Elu personnalité de l'année par le journal, le président de la République s'est laissé aller à plusieurs petites confidences dans une interview.

«Je l'ai dit et je l'assume : notre combat est aussi celui d'un combat de civilisations. Certainement pas celui d'une région ou d'une culture contre une autre. Mais nous devons comprendre pourquoi tant d'enfants nés sur notre territoire se retournent contre nos démocraties, les abandonnent et les attaquent», argumente-t-il.

Outre un emprunt à Nicolas Sarkozy et Manuel Valls, difficile de ne pas voir aussi une référence à l'un des théoriciens des relations internationales, Samuel Huntington. Ce professeur de science politique d'Harvard avait publié en 1996 Le Choc des civilisations. Controversé et critiqué par d'autres théories, il énonçait pour principe des oppositions de blocs culturels «civilisationnels», avec la religion pour noyau idéologique. Des postulats théoriques qui ont notamment servi de caution à George W. Bush, après les attentats de 2001, pour mener une guerre aux pays de «l'axe du mal», qui s'est entre autre matérialisée par l'invasion par les Etats-Unis de l'Irak, menant à la destitution de Saddam Hussein. francais.rt.com 27 décembre 2017

Les Etats-Unis terroristes.

- La Russie accuse les USA d'entraîner d'ex-combattants de l'EI - Reuters

Le général Valery Guerassimov affirme, dans un entretien publié par le quotidien Komsomolskaya Pravda, que l'armée américaine utilise une base militaire à Tanf, un axe de communication stratégique à la frontière de l'Irak dans le sud de la Syrie.

Cette base qualifiée d'illégale et la zone qui l'entoure forment "un trou noir" dans lequel les djihadistes peuvent opérer, estime-t-il.

Le général Guerassimov précise que ces anciens djihadistes se font désormais appeler la Nouvelle armée syrienne ou qu'ils utilisent d'autres appellations.

La présence de ces combattants sur la base de Tanf a été établie par des satellites et des drones russes. Guerassimov ajoute qu'un important contingent de djihadistes et d'ex-soldats de l'EI se trouvent également à Chadadi, sur une autre base américaine.

"Ils appartiennent en fait à l'Etat islamique", affirme-t-il. "Mais une fois qu'ils sont formés, ils changent d'endroit et prennent un autre nom. Leur mission est de déstabiliser la situation", ajoute-t-il. Reuters 27 décembre 2017

Ils osent tout

- Solutré classée - Liberation.fr

François Mitterrand en faisait l'ascension rituelle chaque dimanche de Pentecôte. Liberation.fr

- Barack Obama et Hillary Clinton sont les personnalités les plus admirées des Américains, selon un sondage - Franceinfo

- Chine: Allemagne et Etats-Unis dénoncent la condamnation de deux dissidents - AFP

Encore des blogueurs...

Combien d'innocents pourrissent en prison aux Etats-Unis ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Honduras

- Honduras: l'opposition veut faire annuler la réélection d'Hernandez - AFP

L'opposition hondurienne a annoncé mercredi avoir déposé un recours pour "fraude" devant l'autorité électorale pour demander l'annulation de la réélection du président conservateur Juan Orlando Hernandez, vivement contestée dans le pays.

Le candidat de l'opposition Salvador Nasralla avait pourtant annoncé vendredi qu'il renonçait à disputer la victoire au chef de l'Etat sortant, après les félicitations de Washington à ce dernier.

C'est Manuel Zelaya, le coordonnateur de l'Alliance d'opposition à la dictature (gauche) qui a déposé le recours dans la nuit de mardi à mercredi, dénonçant la "fraude dans le décompte des voix et la falsification des procès-verbaux".

Malgré son annonce de retrait, Salvador Nasralla, s'est à nouveau réuni avec Manuel Zelaya pour mettre en place une stratégie de mobilisation en cas de rejet du recours. Deux précédents recours de l'opposition ont déjà été rejetés par le Tribunal suprême électoral (TSE).

A l'issue du scrutin, lors de la publication de résultats partiels portant sur 57% des bulletins, M. Nasralla était apparu avec une nette avance sur son adversaire. Mais M. Hernandez avait pris l'avantage après une série d'interruptions dans le système de comptage du TSE.

Une douzaine de pays, dont les Etats-Unis, ont reconnu Hernandez comme président élu.

L'ONU et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont elles condamné "l'usage excessif de la force utilisée pour disperser les manifestations" qui ont "conduit à la mort de 12 manifestants", et les brutalités commises sur les manifestants arrêtés. AFP 27 décembre 2017

2- Israël

- L'Unesco officiellement notifiée du retrait d'Israël - AFP 30 décembre 2017

Israël, "membre de l'UNESCO depuis 1949", a "toute sa place (...) au sein d'une institution engagée dans la défense de la liberté d'expression, dans la prévention de l'antisémitisme et du racisme sous toutes ses formes et qui a développé un programme unique d'enseignement de la mémoire de la Shoah et de prévention des génocides", affirme Mme Azoulay, mettant également en avant le rôle de l'institution "dans le dialogue des cultures" ou "la lutte contre l'extrémisme violent".

Le 12 octobre, juste après que les États-Unis ont annoncé se retirer de l'Unesco, Israël avait fait part d'une décision similaire, reprochant à l'organisation un parti-pris anti-israélien et la qualifiant de "théâtre de l'absurde où l'on déforme l'histoire au lieu de la préserver".

Le feu couvait depuis plusieurs années sur fond de positions controversées de l'Unesco sur Jérusalem et Hébron, défendues par les pays arabes.

En 2011, l'admission de la Palestine au sein de l'Unesco avait accentué la crise et entraîné la suspension des contributions financières d'Israël et des États-Unis, égales à près du quart du budget de l'agence.

Après son retrait, qui ne sera effectif que fin 2018 conformément aux statuts de l'Unesco, Washington souhaite y demeurer observateur. AFP 30 décembre 2017

3- Mali

- Mali: démission surprise du Premier ministre et du gouvernement - AFP

Le Premier ministre malien Abdoulaye Idrissa Maïga a présenté vendredi sa démission et celle de son gouvernement au président Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé la présidence malienne dans un communiqué.

Aucune explication officielle n'a été donnée à cette démission qui intervient alors qu'une élection présidentielle est prévue en juillet 2018 au Mali.

Le président Keita a été élu en août 2013 pour cinq ans. Selon des observateurs, le chef de l'Etat, probablement candidat au scrutin présidentiel de 2018, se prépare pour la campagne présidentielle et cherche une meilleure maîtrise de la situation dans le nord du Mali, marquée par une situation sécuritaire difficile avec notamment des attaques jihadistes. AFP 30 décembre 2017

4- Liberia

- George Weah président-élu du Liberia après un scrutin exemplaire - AFP

Le président de la NEC, Jerome Korkoya, a proclamé en début de soirée la "victoire au second tour" mardi de George Weah et de sa colistière, Jewel Howard-Taylor, à l'issue du dépouillement de 100% des suffrages.

Il a confirmé que l'ancien attaquant du PSG, de Monaco et du Milan AC avait remporté 61,5% des voix, contre 38,5% pour son concurrent, le vice-président sortant Joseph Boakai. Des pourcentages identiques à ceux annoncés jeudi après le décompte de plus de 98% des bulletins.

Weah, dont les discours de campagne associaient "espoir" et "unité", a raflé 14 des 15 comtés du pays, ne laissant la victoire à Joseph Boakai que dans son fief de Lofa (nord).

La Maison Blanche a félicité "le peuple du Liberia pour la conclusion réussie du second tour et le président-élu George Weah pour sa victoire", selon un communiqué.

"Il s'agit du premier transfert pacifique du pouvoir d'un chef d'Etat élu démocratiquement à un autre depuis des décennies, ce qui constitue une étape majeure pour la démocratie au Liberia", a souligné Washington, à l'origine de la création au XIXe siècle de la plus ancienne république africaine, constituée pour d'anciens esclaves.

Le Liberia, qui peine à se remettre de l'épidémie d'Ebola, vit encore dans le souvenir de Charles Taylor, 69 ans, ancien chef de guerre puis président (1997-2003), prédécesseur de la présidente sortante Ellen Johnson Sirleaf (2005-2017).

Condamné par la justice internationale à 50 ans de prison, il purge sa peine en Grande-Bretagne pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre perpétrés en Sierra Leone voisine.

Sénateur depuis 2014, George Weah aura comme vice-présidente la sénatrice Jewel Howard-Taylor, ex-femme de Charles Taylor. Mais tous deux affirment ne pas entretenir de lien avec l'ancien président.

Près de trois décennies après le début d'une guerre civile particulièrement atroce --250.000 morts entre 1989 et 2003-- le Liberia s'apprête à vivre une transition en douceur, la première passation de pouvoir entre deux présidents élus depuis 1944.

Mme Sirleaf a déjà signé un décret établissant une "équipe de transition" pour organiser un "transfert ordonné du pouvoir" à son successeur, qui prêtera serment le 22 janvier.

Le Liberia suit l'exemple d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui ont vécu ces dernières années des alternances démocratiques, comme le Sénégal, qui n'a jamais connu de coup d'Etat, le Cap-Vert, le Ghana ou encore le Nigeria. En Gambie, le très autoritaire Yahya Jammeh a cédé le pouvoir après 22 ans en janvier dernier, après avoir contesté pendant six semaines sa défaite à la présidentielle face à Adama Barrow. AFP 30 décembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Avec la légalisation de la marijuana, ruée vers l'or vert en Californie - AFP

Fini la subversion, place au "big business": le 1er janvier, l'usage récréatif du cannabis sera légal en Californie, qui va devenir le plus gros marché mondial de l'herbe planante...et un laboratoire géant à observer pour le reste de la planète.

Huit Etats américains dont le Colorado et l'Etat de Washington en plus de la capitale fédérale Washington ont déjà légalisé la drogue douce mais son usage récréatif désormais autorisé dans l'Etat le plus peuplé d'Amérique change la donne pour tout le secteur.

Le cabinet d'études spécialisé Arcview s'attend à ce que les ventes de cannabis atteignent 5,8 milliards de dollars d'ici 2021 dans le "Golden State".

Les ventes illégales de cannabis y pèsent encore 5,1 milliards de dollars. D'après Jerred Kiloh, propriétaire d'un magasin et président de l'association United Cannabis Association, 80% des commerçants à Los Angeles sont encore illégaux.

Avec la pleine légalisation en Californie, Arcview anticipe une flambée des revenus du secteur aux Etats-Unis: de 6,7 milliards de dollars en 2016 à 22,6 milliards dès 2021.

Le grand Etat de l'Ouest américain avait déjà été pionnier de la marijuana à usage médical aux Etats-Unis, l'autorisant dès 1996. A Los Angeles, on trouve des dispensaires à tous les coins de rue ou presque et l'odeur acre de la petite feuille étoilée flotte à travers la ville.

En cette après-midi de décembre, le dispensaire de Jerred Kiloh fait le plein.

Un client sort en lui lançant: "j'adore ta boutique". Des aficionados attendent leur tour pour montrer leur carte d'identité, lettre du docteur ou permis médical indiquant qu'ils ont besoin de la plante pour soigner douleurs ou angoisses.

D'ici quelques jours, ces papiers ne seront plus obligatoires car tout adulte de plus de 21 ans -- comme pour l'alcool et le tabac-- pourra venir choisir à sa guise des fleurs de cannabis ou des gâteaux, bonbons, ou crèmes pour le corps.

La loi californienne autorise une possession de 28,3 grammes de cannabis par personne, ou six plants maximum. On ne peut en consommer en public, au volant, et à moins de 300 mètres d'une école ou d'un établissement pour enfants.

Manne pour le trésor public.

Les enjeux financiers sont énormes: la Californie prélèvera 15%, plus une taxe sur les ventes de 10%, et la plupart des villes imposeront également une taxe municipale de 2 à 10%...

Des villes comme San Francisco, San Diego et San José, pour ne pas perdre une minute, ont déjà émis les permis pour que les commerçants concernés puissent démarrer les ventes d'herbe récréative dès les premières heures de 2018.

Los Angeles, en revanche, est à la traîne et n'a pas encore attribué les licences: les premières demandes ne seront traitées qu'à partir du 3 janvier et il faudra encore plusieurs semaines pour que les autorisations soient effectives, au grand dam de commerçants comme Jerred Kiloh.

A ces lenteurs administratives s'ajoutent de nombreuses complications: comme le gouvernement fédéral n'a toujours pas légalisé la marijuana --et l'administration Trump, ouvertement hostile, pourrait même revenir sur la position plus conciliante du gouvernement Obama-- les commerçants ou cultivateurs sont toujours en proie à un casse-tête pour ouvrir des comptes bancaires ou pour gérer leurs liquidités.

Quant à la police, elle est accommodante dans des villes très à gauche comme Oakland, mais nettement moins dans d'autres, notamment dans les régions rurales et républicaines du "Golden State".

Certains études prévoient un bond de 70% des prix à cause des taxes, tandis que la marijuana à usage médical devrait revenir moins cher tout en permettant d'acheter de plus grandes quantités, ce qui devrait créer des distorsions du marché.

Pour les exploitants, la nouvelle loi multiplie la paperasserie: chaque antenne de distribution, chaque plant, chaque produit doit être enregistré pour montrer qu'il est légal.

Mais la demande anticipée est phénoménale: Jerred Kiloh estime que pour y faire face il faudrait accorder "10.000 permis immédiatement".

Dans l'Etat voisin du Nevada, où la vente de marijuana récréative a démarré en juillet, les autorités ont assoupli le processus d'attribution des permis pour répondre à l'appétit féroce des consommateurs: les dispensaires étaient à court de marchandise. AFP 29 décembre 2017

2- UE.

- Où sont passés les milliards du quantitative easing de la BCE ? - xerficanal-economie.com

Où sont passés les milliards d'euros dépensés par la Banque centrale européenne? Entre le programme de rachat d'actifs publics et privés, et les opérations de refinancement de long terme, ce sont près de 4.000 milliards d'euros qui ont été injectés en zone euro depuis 2011. Cela représente plus d'un tiers du PIB de la zone ! La BCE espérait ainsi atteindre l'objectif d'une inflation de 2 % ... en vain. En fait, les milliards de la BCE se sont en partie égarés en route.

On peut dégager au moins trois grands mouvements : D'abord penchons-nous sur les effets sur l'économie productive. Il faut bien se souvenir qu'en 2011, la BCE est contrainte d'intervenir car on craint un effondrement du crédit. En effet, avec la crise de la dette de la zone euro, les fonds monétaires américains se retirent et les banques de la zone - les françaises en tête - se retrouvent en manque criant de liquidités. De ce point de vue, l'intervention de la BCE démarrée en 2011 fut bénéfique : rapporté au PIB, le niveau d'endettement des entreprises non financières de la zone euro a été globalement maintenu depuis. En revanche, on ne constate pas de hausse de l'endettement - même récente - des entreprises. Il faut dire que sans l'appui de la politique budgétaire, corsetée par les plans d'austérité des Etats, la politique monétaire a révélé ses limites en Europe, contrairement aux Etats-Unis qui ont actionné tous les leviers pour relancer leur économie.

En outre, la BCE n'a pas été aidée par les banques qui n'ont pas suivi le mouvement : une grande partie de leurs liquidités glanées auprès de la BCE ont été épargnées auprès... de cette même BCE ! C'est donc retour à l'expéditeur ! Les dépôts des banques de la zone euro à la BCE sont ainsi passés d'un peu plus de 300 milliards d'euros début 2011 à près de 2.000 milliards d'euros aujourd'hui !

Mais alors pourquoi ont-elles préféré stériliser leur cash plutôt que de le prêter à l'économie productive, comme c'est théoriquement leur rôle ? Et bien pour respecter leur ratio de liquidité : le

fameux LCR. Ce ratio demande aux banques de mettre en réserve suffisamment de dépôts pour résister à une crise de liquidité importante durant 30 jours. L'idée est de ne plus revivre les faillites de type Northern Rock ou Dexia, qui devaient trouver des milliards de dollars chaque soir sur les marchés pour survivre. Du reste, comme le rappelle Christophe Nijdam, un spécialiste du secteur bancaire, cette amélioration des ratios de liquidité ne durera qu'un temps : car lorsque les taux remonteront, les banques et leurs clients iront placer leur argent ailleurs que sur leurs comptes courants non rémunérés, afin d'obtenir du rendement.

Enfin, il faut noter qu'en parallèle, une partie des liquidités injectées par la BCE se retrouvent en Allemagne et au Luxembourg... et non dans les pays du sud de la zone euro qui en ont plus besoin. Le solde créditeur de l'Allemagne dans le système Target 2 - la balance des paiements entre les banques centrales de l'Eurosystème – ne cesse de croître. Il a atteint un niveau record de 878 milliards d'euros en septembre 2017, tout comme celui du Luxembourg qui atteint 190 milliards d'euros. Or, à l'inverse, l'Italie affiche un solde débiteur de plus de 430 milliards d'euros et l'Espagne de plus de 370 milliards.

Pourquoi cela ? Et bien d'abord parce que les non-résidents de la zone euro, qui ont vendu leurs titres espagnols ou italiens à la BCE, ont souvent leurs comptes bancaires en Allemagne ou au Luxembourg. Mais surtout, comme l'a remarqué l'économiste Eric Dor : les vendeurs italiens et espagnols de titres de leurs pays préfèrent ensuite investir leurs argent dans les produits financiers des banques allemandes ou Luxembourgeoises. Et ce, plutôt que dans leur propre économie productive qui leur inspire moins confiance ! En effet, la BCE, aussi interventionniste soit-elle, n'a pas encore modifié la loi sur les marchés financiers...

En bref, le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques. Il aura évité un crédit crunch, c'est quasiment certain. Il aura aussi en partie accentué la fragmentation financière de la zone euro. Mais surtout, il n'aura pas réussi à redynamiser l'économie de la zone, car c'était trop lui demander... xerficanal-economie.com 1er décembre 2017

On retiendra : le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques.. Il aura évité un crédit crunch"...

Quand on explique qu'ils se sont dotés du pouvoir et des instruments pour éviter un effondrement brutal ou soudain du capitalisme, on nous rit au nez, ceux qui en sont restés au Capital de la moitié du XIXe siècle nous traitent de révisionniste ou de renégat du marxisme. Mais bon, force est de constater pour la énième fois que notre analyse est corroborée par les faits.

J'ai peut-être l'air de manquer de rigueur dans mes causeries ou je ne me prends pas au sérieux, en revanche je ne suis pas aussi con que certains le pensent. Qu'ils se souviennent, on est toujours le con de quelqu'un, à méditer. Cela m'agace à la fin de devoir toujours répéter la même chose en vain.